

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La volte-face des États-Unis, par M. Henri de Man. — Les tentatives d'économie dirigée aux États-Unis, par M. Paul Berryer. — Les États-Unis d'Amérique (Chronique de l'Étranger). — Chronique : La semaine de quarante heures. Le marché et la culture du froment aux États-Unis. Les placements américains et anglais à l'étranger. Les fluctuations du nombre-indice au Grand-Duché de Luxembourg. — Statistiques.

Nous avons cru utile de réunir dans ce numéro une série d'articles relatifs aux États-Unis et aux événements financiers et économiques qui s'y déroulent.

Cette documentation intéressera nos lecteurs.

Nous ne croyons pas nécessaire de la faire suivre des observations critiques qu'elle comporterait. Il suffit à cet égard de constater qu'au point de vue monétaire, le Comité des Experts qui a préparé l'agenda de la Conférence monétaire et économique internationale de Londres, les chefs des principales banques d'émission, réunis à la Banque des Règlements Internationaux à Bâle, et le Comité de l'Or de la Société des Nations, dans son dernier rapport, ont nettement marqué qu'ils ne considèrent pas la crise actuelle comme d'origine monétaire, et que le retour à l'étalon d'or sur des bases à déterminer par chaque pays est indispensable et la seule solution de nature à assurer la stabilité des relations commerciales. Ce n'est pas par des manipulations monétaires qu'on peut espérer mettre fin à la crise, et il est vain d'escompter que les banques d'émission européennes s'y prêteront. On sait que non seulement la Belgique, la France, la Hollande, la Suisse, l'Italie, la Pologne, qui sont restées à l'étalon-or, ont formellement déclaré qu'elles ne l'abandonneraient pas, mais dans les pays continentaux, où le cours forcé existe et où la parité de la devise nationale n'est maintenue que par un contrôle rigoureux des changes, les gouvernements ont affirmé leur volonté de revenir dès qu'il leur sera possible à l'échangeabilité des billets de banque contre or.

Par contre, tout le monde se féliciterait de voir le mouvement de reprise, qui se montre aux États-Unis plus nettement qu'ailleurs, mais ne leur est pas particulier, se consolider, et les éléments substantiels de ce mouvement l'emporter sur les facteurs spéculatifs, que les perspectives d'inflation ont déchaînés.

Jusqu'ores, en fait, le stock d'or des banques fédérales a augmenté et le volume de la circulation des billets a baissé.

LA VOLTE-FACE DES ÉTATS-UNIS

par M. Henri de Man,

Chargé de cours à l'Université de Bruxelles.

Au cours de ces dernières semaines, on a pu constater à plusieurs reprises que l'opinion des pays européens se montrait perplexe, ou même désorientée, par rapport aux nouvelles d'Amérique. Cela s'applique particulièrement à la politique économique poursuivie

par le gouvernement des États-Unis et aux réactions correspondantes de l'opinion américaine. Même quand les commentaires que provoquaient ces nouvelles n'étaient pas franchement hostiles, ils trahissaient toujours un élément de surprise caractéristique. C'est

comme si l'Europe ne parvenait plus à prévoir les attitudes de l'Amérique parce qu'elle ne comprend plus leurs motifs.

Une cause en est, de toute apparence, que l'opinion européenne, par une espèce de phénomène d'inertie intellectuelle, continue à se représenter les choses américaines d'une façon qui a cessé, depuis quelque temps déjà, de correspondre à la réalité de ces choses.

Au cours de la première dizaine d'années qui a suivi l'après-guerre, et surtout de la période de prospérité croissante qui va de 1921 à 1929, les Européens se sont fait une idée assez nette de la psychologie américaine. Cette idée était parfois un peu schématique, mais dans ses grandes lignes elle correspondait à une situation existante. Elle s'est répandue jusque dans les couches les plus larges de la population, par l'intermédiaire de la presse quotidienne et de tous les autres moyens par lesquels s'infiltraient les impressions et les opinions du très grand nombre de voyageurs européens qui ont, pendant ces années, popularisé la notion de l'Amérique d'après-guerre. Alors, on parlait couramment aux Etats-Unis de ce que l'on nommait avec une ironie amusée la « deuxième découverte de l'Amérique ».

En dépit de toutes les nuances individuelles, cette découverte aboutit à une conception assez homogène. Il y entrait, dans des combinaisons diverses, les notions de rationalisation, de mécanisation et de standardisation, comme caractéristiques de la transformation des choses, et la notion de l'optimisme progressiste et spéculatif élevé presque à la hauteur d'une religion, comme caractéristique de la transformation des idées.

Cette conception trouva d'autant plus de facilité à s'acclimater qu'elle ne faisait qu'accentuer les traits d'une image dont la physionomie essentielle apparaissait déjà au XIX^e siècle; car en définitive, l'Amérique de l'*efficiency*, de la *prosperity* et du *service* n'a fait qu'achever une construction dont l'infrastructure était déjà visible il y a cent ans, et l'ère des grands progrès techniques et économiques de l'après-guerre n'a fait en somme qu'accélérer l'allure d'une évolution en cours depuis longtemps, sans modifier sa direction essentielle.

Il semble bien, par contre, que les changements de direction intervenus depuis lors dans l'évolution économique autant que psychologique marquent une césure aussi profonde que celle qui sépare l'époque des chemins de fer de celle du transport par chariots. A tous points de vue, un abîme sépare l'Amérique d'aujourd'hui de celle d'il y a dix ou même de celle d'il y a trois ou quatre ans. La perplexité provoquée chez les observateurs européens par tous les événements importants de la politique économique américaine depuis un an s'explique presque entièrement de ce fait. Apparemment, il faudra encore quelque temps pour que l'on arrive à se faire de l'Amérique nouvelle une idée suffisamment dégagée de notions qui n'ont déjà plus qu'un intérêt historique, et que l'on comprenne la logique immanente de son évolution récente.

Une contribution extrêmement importante à la compréhension de cette Amérique nouvelle nous est fournie par la publication du rapport dit du « Comité des Cinq Cents. » Son titre exact est d'ailleurs « Rapport du Comité présidentiel de Recherches sur les Tendances sociales » (1). Ce rapport continue la lignée des grandes publications issues des vastes enquêtes officielles depuis l'époque de la guerre mondiale. C'est la quatrième et la plus importante des enquêtes inaugurées par la conférence présidentielle pour la lutte contre le chômage qui fut établie en 1921, c'est-à-dire vers la fin de la dépression économique antérieure à la crise actuelle.

La succession des thèmes particuliers à chacune de ces quatre enquêtes trahit d'une façon très symptomatique le déplacement graduel de l'intérêt des questions purement « technique d'affaires » vers les problèmes les plus fondamentaux de l'organisation sociale dans son ensemble.

La première de ces enquêtes, conduite en 1922-23 par une sous-commission de la conférence sur le chômage, porta sur l'étude des cycles de conjoncture; la seconde, en 1923-24, étudia pour une autre sous-commission de la même conférence, le travail saisonnier dans l'industrie du bâtiment. Presque en même temps, une autre sous-commission étudia le « gaspillage dans l'industrie ».

Depuis lors, on voit le cercle des préoccupations s'élargir notablement. De janvier 1928 à février 1929, un comité présidé par M. Herbert Hoover étudia les « changements économiques récents aux Etats-Unis ». Les deux volumes qui condensèrent le résultat de cette enquête (2) fournissent une excellente vue d'ensemble sur l'époque de prospérité de 1921 à 1929. A cet égard, ils constituent une très bonne base de comparaison avec le Rapport des « Cinq Cents », et rien n'est plus instructif que de lire ce dernier en se reportant, chapitre par chapitre, au document qui l'a précédé de trois ans.

Bien que ces deux rapports, par la tonalité de leurs conclusions, trahissent un contraste aussi fondamental que Jean qui pleure et Jean qui rit, leur comparaison est facilitée par la similitude de leur facture scientifique. Tous deux, en effet, sont le résultat de la collaboration d'une commission « présidentielle », donc gouvernementale, avec un organisme scientifique, le « Bureau National de Recherches économiques ». Il semble bien que c'est à cette coopération de l'élément scientifique qu'il faille attribuer le caractère plus vivant, plus « compréhensif » de ces grandes enquêtes américaines, par comparaison avec les enquêtes d'autres pays qui sont faites uniquement par des fonctionnaires. Peut-être cette collaboration d'experts scientifiques présente-t-elle d'autre part certains désavantages; quand on compare des rapports américains tels que ceux-ci aux publications d'un organisme officiel beaucoup plus « ancienne méthode »

(1) *Recent Social Trends in the United States. Report of the President's Research Committee on Social Trends.* Deux volumes édités par Mc Craw-Hill Book Company, New-York and London, 1933.

(2) *Recent Economic Changes in the United States.* Deux volumes publiés par Mc Craw-Hill Book Company, New-York and London, 1929.

comme le *Board of Trade* anglais, on voit que le travail fourni par des « professionnels » peut présenter certaines supériorités techniques sur celui qui s'est fait avec l'aide d'amateurs, surtout s'ils sont en grand nombre : une délimitation plus nette du terrain, une homogénéité plus grande dans la façon de serrer le sujet, un souci plus évident de prudence en se servant de faits difficiles à contrôler ou en entrant dans le domaine des opinions controversables. N'empêche que, dans l'ensemble, le procédé américain présente l'avantage unique de mettre à son service une partie essentielle de l'outillage scientifique de la nation. Ainsi, il exprime en même temps un très vaste ensemble de réalités et une façon de voir ces réalités qui caractérise la mentalité d'une élite intellectuelle représentative comme telle.

Le Bureau National des Recherches économiques, formant personne juridique « incorporée » en 1920, est une organisation *ad hoc* pour servir d'outil d'investigation à tous les organismes qui « désirent une détermination exacte et impartiale se rapportant aux problèmes économiques, sociaux et industriels ».

La direction de ce bureau est aux mains de représentants élus par les sociétés savantes, par les universités, par les grands groupements d'intérêts économiques et par certains organismes d'études et de recherches à objectif spécial. Ce comité englobe au même titre des représentants d'associations patronales et de syndicats ouvriers, des savants conservateurs et des directeurs de bureaux socialistes de recherches et de documentation. C'est dire qu'il recherche l'impartialité, non par la voie de la neutralité, mais par celle de l'objectivité qui résulte de la libre confrontation de toutes les opinions.

Les règlements du bureau sont rédigés de façon à empêcher rigoureusement « toute activité qui pourrait servir de source de profits à l'un de ses membres ou prendre le caractère d'une propagande quelconque » ; et peut-être la meilleure garantie d'impartialité se trouve-t-elle dans la stipulation qui dit qu'aucun rapport ne peut être publié sans l'approbation unanime de tous les membres du comité de direction, à défaut de laquelle la publication d'un rapport de minorité est obligatoire.

Plus encore que l'enquête de 1929, celle de 1933 montre à quel point le comité présidentiel, en confiant l'enquête au Bureau des Recherches économiques, est parvenu à enrôler l'aide de la presque totalité des experts scientifiques du pays, en dedans et en dehors des universités, et des praticiens de toute espèce. Outre la cinquantaine de personnes, la plupart professeurs d'universités, qui ont rédigé les rapports des sous-commissions, la liste des personnes qui ont à un titre quelconque contribué à l'élaboration de l'enquête d'ensemble remplit plus de douze pages de texte serré et comprend environ cinq cents noms, d'où la dénomination populaire de Comité des Cinq Cents.

Le rapport *in-extenso* de l'enquête, qui n'est encore qu'en voie de publication, comprendra treize volumes. Bien entendu, sous cette forme-là, la publication

n'intéressera guère qu'un petit nombre de savants et de spécialistes, désireux de pouvoir contrôler jusqu'au moindre détail de la documentation qui a servi de base aux diverses sous-commissions. En attendant, tout ce qui est d'intérêt plus général dans le rapport se trouve condensé dans les deux volumes qui ont été édités au début de cette année. Ils ont eu d'ailleurs un succès de librairie que connaissent rarement les publications de ce genre, puisque depuis lors on en a déjà fait trois rééditions.

Ces deux gros volumes remplissent 1,568 pages, dont 70 sont consacrées au rapport d'ensemble de la commission d'enquête avec ses conclusions générales. Le reste du rapport est constitué par 29 chapitres qui représentent autant de travaux spéciaux sur des problèmes déterminés, faits par de petits groupes d'enquêteurs dont chacun constitue en quelque sorte une sous-commission. Les vingt-neuf sujets spéciaux ainsi traités embrassent un domaine extrêmement vaste. A côté de questions purement économiques, on y traite, par exemple, des fondements géographiques et démographiques de l'économie américaine, de toute une série de problèmes nettement sociologiques, et même de sujets appartenant au domaine encore plus étendu de ce que le vocabulaire français dénomme les sciences morales. Ainsi, on y trouve des chapitres sur l'évolution de la famille, l'activité professionnelle des femmes, l'utilisation des loisirs, l'évolution des besoins et des habitudes, les variations de l'opinion publique par rapport à la vie religieuse et artistique, etc.

* * *

Il s'agit donc, dans l'ensemble, d'une espèce de panorama sociographique des Etats-Unis. A ce titre, ce rapport présente un intérêt exceptionnel pour la sociologie et la psychologie sociale.

A n'envisager cette publication qu'au point de vue du « métier » scientifique, c'est-à-dire surtout de sa méthode et de ses prémisses systématiques, on pourrait y trouver, à côté de motifs de louange, matière à d'assez sérieuses critiques.

Cependant, la seule de ces observations méthodologiques qui présente un intérêt général est suscitée par la conception fondamentale du progrès social qui détermine toute l'attitude du rapport et qui sert de base à son procédé de classification. Cette attitude procède d'une conception du progrès qui doit sembler assez naïve à l'immense majorité des sociologues européens, mais qui n'en caractérise que mieux certains traits communs à toute l'opinion américaine, scientifique autant que vulgaire.

Voici à peu près comment cette conception surgit des pages mêmes du rapport : La société, tout au moins la société américaine, subit une évolution constante qui a un caractère nettement progressif. Ce progrès peut se concevoir comme l'effet de « forces » qui poussent l'humanité à s'adapter de mieux en mieux à son entourage naturel et à en tirer le meilleur parti possible. Ces forces agissent toujours et dans tous les domaines de l'activité humaine, mais leur

vitesse peut se trouver ralentie ou accélérée selon les époques et selon les domaines où elles s'exercent. Ainsi, au cours de l'époque considérée, il y a eu progrès accéléré dans le domaine technique et économique, mais sans progrès correspondant dans le domaine social, politique, psychologique ou moral. Ce manque de concordance dans l'allure du progrès se trahit, dans les institutions, par des états de non-adaptation, et dans les idées, par des antagonismes entre des conceptions et des désirs contradictoires. En prenant conscience de ces « mauvais ajustements », l'esprit scientifique les voit sous l'espèce de « problèmes ». Résoudre ces problèmes revient donc à établir l'accord d'allure entre certaines courbes d'évolution et d'autres qui se trouvent en avance sur elles.

J'emprunte au rapport quelques passages particulièrement caractéristiques à ce sujet : « Une nation ne progresse pas seulement par l'effet d'une force dynamique, mais aussi par le maintien d'un certain degré d'équilibre entre les forces motrices... Toutes les parts de notre organisation ne changent pas à la même vitesse ni au même moment; certaines d'entre elles progressent rapidement, tandis que d'autres restent en arrière. Ces changements à vitesse inégale dans la vie économique, en politique, en matière d'éducation, de sciences et de religion, créent des zones de danger et des points de tension. C'est presque comme si les différentes fonctions du corps ou les parties d'une auto opéraient à des vitesses non synchronisées. Notre capacité de produire des biens se développe plus vite que notre capacité d'acheter; l'emploi de la main-d'œuvre ne reste pas au pas de l'amélioration du mécanisme de la production; les communications interocéaniques se développent plus vite que la réorganisation de nos relations internationales; l'usine enlève à la famille des occupations avant que la famille ne soit en état de s'ajuster aux nouvelles conditions... L'Église et la famille ont perdu une grande partie de leur influence régulatrice sur le comportement, tandis que l'industrie et la politique ont étendu leur domination. La coordination effective des facteurs de notre évolution sociale signifie qu'il faut, là où c'est possible et désirable, ralentir les changements qui se produisent trop rapidement et accélérer ceux qui sont en retard. »

Assurément, si l'on voulait soumettre ces conceptions méthodologiques au crible d'une critique systématique, on n'aurait guère de peine à montrer le caractère assez primitif de leur logique. Il n'est guère d'école sociologique en Europe qui s'en contenterait. Mais à tout prendre, il n'est peut-être pas raisonnable d'appliquer à pareilles formules le critérium des exigences scientifiques les plus strictes; il est probable, au contraire, qu'il faut y voir une tentative de présenter des opinions et des propositions qui doivent sembler hardies au grand public en s'adaptant à sa mentalité moyenne et en se servant de son vocabulaire le plus usuel.

Bornons-nous donc à constater en passant que ce document, très pessimiste par la façon dont il présente la situation existante, et très hardi par les chan-

gements qu'il propose d'y apporter, part encore comme d'un axiome d'une croyance au progrès continu et rectiligne, croyance qu'une très grande partie de la pensée européenne a remplacée depuis longtemps par des notions beaucoup moins simplistes. Par exemple, on ne trouve dans cette conception américaine aucune trace de cette pensée dialectique qui, chez la plupart des sociologues européens, reflète en quelque sorte le phénomène d'expérience que constitue, depuis des générations, le progrès social par l'antagonisme des forces sociales. Heureusement, les imperfections scientifiques de la méthode employée ici, et d'ailleurs très répandue dans le monde universitaire américain, n'ont aucunement empêché la commission d'obtenir des résultats intéressants et de les présenter sous une forme impressionnante. A un certain point de vue, on pourrait même dire que le contraste du pessimisme des conclusions de l'enquête avec l'optimisme candide de ses prémisses générales, ne rend que plus frappante l'insistance mise à signaler la gravité des problèmes à résoudre.

Alors que le rapport de 1929 apparaissait encore comme un bulletin de victoire économique et sociale sur toute la ligne, le rapport de 1933 essaie visiblement de frapper l'imagination du public par un diagnostic impitoyable d'une réalité menaçante.

On en jugera par des passages comme celui-ci :

« Le premier tiers du XX^e siècle a été rempli d'événements qui ont fait époque, et encombré de problèmes d'une grande variété et complexité. La guerre mondiale, l'inflation et la déflation de l'agriculture et des affaires, notre situation nouvelle comme nation créditrice, l'augmentation saisissante de notre efficacité et de notre productivité industrielles d'une part, et l'accentuation tragique du chômage et de la détresse commerciale d'autre part, l'expérience de la prohibition, la restriction consciente des naissances, les batailles entre les races, le freinage de l'immigration, le suffrage féminin, les tentatives des partis « progressiste » d'abord, « fermier-ouvrier » ensuite, la corruption gouvernementale, la criminalité et la puissance des *gangsters*, l'extension des grandes villes, la décadence du gouvernement rural, la naissance de la S. D. N., l'expansion de l'éducation, l'avance et le recul du mouvement syndical ouvrier, la croissance de fortunes prodigieuses, les progrès de la science médicale, la vogue des sports et de la récréation, l'intérêt renouvelé pour le sort de l'enfance — voilà quelques-uns des nombreux événements qui ont marqué l'une des périodes de notre histoire les plus riches en changements... Le résultat en est que l'on peut trouver côte à côte dans la vie américaine des contrastes étonnants d'organisation et de désorganisation : une merveilleuse puissance technique représentée par quelque gratte-ciel incroyable, et un état monstrueusement rétrograde représenté par quelque taudis également incroyable. »

Et il en est de même dans le domaine des phénomènes moraux : « Ainsi, nous avons les anomalies de la prohibition et du divorce facile; d'une censure stricte et du triomphe du « risqué » au théâtre et dans la

littérature; des progrès de la recherche scientifique et des lois défendant l'enseignement de la théorie de l'évolution; de l'information sur la procréation consciente défendue par la loi mais de plus en plus généralement utilisée. »

Et quant à la vie économique :

« Le courant du crédit n'est pas synchronisé avec le courant de production. Il y a dans le développement des cycles de la conjoncture des désastres qui se répètent. Les organisations d'employeurs se sont développées plus rapidement que les organisations des salariés. Une série spéciale de problèmes économiques s'est trouvée occasionnée par la transformation de l'agriculture due à la science, à l'électricité et à l'usage de l'essence, et aussi à l'accroissement des moyens de communication. Un autre foyer de *maladjustment* a son centre dans nos conceptions de la propriété, dans la distribution de la richesse et de la pauvreté — des formes nouvelles de problèmes séculaires. »

Mais le Comité des Cinq Cents ne s'est pas contenté de décrire une situation, il a également suggéré des solutions. La tâche qui lui avait été assignée par le Président Hoover était double : « examiner et faire rapport sur les tendances sociales récentes aux Etats-Unis, dans le but d'établir un inventaire capable de servir de base pour la mise en formule de vastes mesures nationales qui auront en vue la phase suivante dans le développement de la nation ».

Bien entendu, le Comité devait se borner à formuler des principes et des directives générales; mais il l'a fait avec une hardiesse surprenante. Ainsi, à la fin de son rapport, il a désigné comme première condition préalable d'un effort constructif efficace : « être préparé et décidé à entreprendre des changements importants et intégraux en vue de la réorganisation de notre vie sociale, y compris l'ordre des choses économiques et politiques, plutôt que de poursuivre une politique de laisser-aller ».

Et voici quelques-unes des considérations par lesquelles cette conclusion se trouve appuyée :

« L'alternative d'une initiative sociale constructive pourrait être la continuation d'une politique qui se laisse aller à la dérive et qui se fie à de petits réajustements de temps en temps; des alternatives plus définies encore sont représentées par des systèmes dictatoriaux dans lesquels les facteurs de force et de violence occuperaient une large place... A moins que nous ne parvenions à réaliser une meilleure intégration de nos capacités sociales et de nos objectifs sociaux que ne la révèlent les tendances récentes, il n'y a aucune assurance de ce que ces alternatives avec leurs accompagnements de révolution violente, de sombres périodes de répression de la liberté et de formes démocratiques, de la proscription et de la perte de beaucoup d'éléments utiles dans le système actuel de production, puissent être évitées. Le Comité, entièrement conscient de sa mission, ne désire pas prendre une attitude d'irresponsabilité alarmiste, mais d'un autre côté, il y aurait légèreté coupable à passer du vernis sur les rudes et amères réalités de la situation

sociale, et d'ignorer les périls éminents que présenterait la continuation du mouvement en avant de notre lourd mécanisme technique sur des routes qui sont en train de s'effriter et sur des ponts branlants. »

Pour se rendre compte de ce que pareil langage dans un document, préfacé par le Président et contre-signé par l'élite intellectuelle de la nation, présente de révolutionnaire, il suffit de se demander comment on aurait traité les auteurs d'une prose analogue sous le régime, pourtant encore assez proche, du Président Harding ou du Président Coolidge!

* * *

Dans les suggestions présentées par le rapport, l'esquisse des fondements d'une économie dirigée occupe une place centrale. Dans les passages et les chapitres qui se rapportent à ce sujet, on trouvera exprimées toutes les idées qui depuis ont servi de principes directeurs à la politique du Président Roosevelt. Pour tout dire en un mot, on y trouve en termes aussi précis et aussi décidés que possible l'oraison funèbre du capitalisme libéral américain.

Bien que le rapport constate que « sur la question entière de l'organisation des affaires et du contrôle social, l'attitude générale du public américain se trouve maintenant dans un état de confusion », il n'en signale pas moins que cette confusion ne fait que refléter les remous qui proviennent d'un renversement total de la direction de l'évolution économique depuis un siècle. Et déjà, le rapport croit pouvoir constater que « dans le monde des affaires aux Etats-Unis, la partie dominante de l'opinion publique considère sans aucun doute la continuation du mouvement vers la concentration, dans toutes ou dans certaines de ses formes, comme la clé de la solution des problèmes majeurs de la concurrence commerciale. Même avant les dislocations créées par la dépression économique, la tendance vers la régulation des prix, de la production et des autres pratiques économiques, était devenue plus forte qu'elle n'avait jamais été auparavant dans ce pays. Outre le nombre extraordinaire de « consolidations » caractérisées, de « mergers » et de diverses variétés de « holding companies », la période écoulée depuis 1920 a été signalée par l'organisation d'une multitude de contrôles officieux des prix et d'associations commerciales, cherchant à réaliser par des « gentlemen's agreements », en partie tout au moins, les objectifs et les avantages d'une concentration réelle de la propriété et de la direction. Bien que l'effet de ces mesures d'organisation privée ait probablement été de rendre certains secteurs de notre système compétitif d'affaires plus inflexibles qu'il n'aurait été désirable qu'ils le fussent, de maintenir certains prix à des niveaux excessivement élevés, d'encourager l'expansion anormale de l'équipement productif des entreprises, et par conséquent d'aggraver les instabilités existantes du système, il est clair que le monde des affaires espère réaliser une stabilité et une sécurité plus grandes, non point en abandonnant ces moyens de contrôle mais, au contraire, en les étendant et en les renforçant. L'opposition orga-

nisée qui prévaut actuellement contre les trusts, les efforts faits pendant les dix années écoulées pour amener le Ministère de la Justice à sanctionner l'échange d'informations statistiques entre les membres des associations commerciales, et la continuation du mouvement de concentration depuis 1929 sont des indications qui montrent de quel côté vient le vent. »

La politique préconisée par le Comité, tout en renonçant délibérément et définitivement à revenir vers les tendances de l'ère de Théodore Roosevelt et de la loi Sherman contre les trusts, ne consiste cependant aucunement à faire siennes les tendances vers la concentration qui s'inspirent de considérations d'intérêts particuliers et de profits privés. Au contraire, les suggestions du Comité tendent nettement vers des formes d'économie dirigée où la concentration des entreprises fournirait à l'Etat le moyen d'exercer une influence plus efficace sur toutes les conditions de la production.

A de multiples passages, le Comité exprime clairement l'opinion que l'Etat doit exercer cette puissance au nom de l'intérêt général, en vue de réaliser un régime économique délivré du fléau du chômage, en assurant notamment de tout le poids de son autorité une réduction considérable de la durée du travail et un minimum aussi élevé que possible des revenus de ce travail.

Peut-être l'une des hérésies les plus éclatantes, qu'il affirme à la face de l'orthodoxie économique et sociologique d'antan, se trouve-t-elle dans l'affirmation du principe des assurances sociales. Le rapport contient à ce sujet une phrase particulièrement symptomatique; il y est dit en toutes lettres que « à moins que l'organisation syndicale ouvrière ne fasse preuve à l'avenir d'une croissance plus vigoureuse, il faudra faire appel à d'autres ressources sociales pour résoudre ces problèmes ». Or, ces « problèmes » sont ceux de l'insécurité de l'emploi qui résulte d'une part, d'un processus économique inséparable des progrès techniques, et d'autre part, de l'impossibilité de trouver encore des moyens de colonisation intérieure. En d'autres termes, il s'agirait de mettre sur pied un système d'assurances sociales, en premier lieu d'assurance contre le chômage, en dépassant au besoin les desiderata des syndicats ouvriers, qui organisent une partie trop réduite de la classe ouvrière pour arriver

à un rehaussement suffisamment total du niveau de vie des classes laborieuses.

A ce point de vue-là aussi, l'objectif économique et social préconisé se rapproche beaucoup plus de celui de l'ère du Président Wilson que de ceux de l'ère de Théodore Roosevelt qui l'a précédé et de Harding qui l'a suivi. A tout bout de champ, on sent revenir le souvenir de la quasi-socialisation, accompagnée d'un interventionnisme social très décidé, qui mobilisa pendant la guerre mondiale les ressources économiques de la nation. Le rapport rappelle comment le gouvernement devint alors, en très peu de temps, « le plus grand employeur de main-d'œuvre et le plus grand acheteur de produits dans le pays », et comment il assura le « contrôle » (dans le sens anglais du mot, presque synonyme de domination) de l'activité économique entière, en « enlevant à leurs propriétaires privés les chemins de fer et les navires, en réglant l'importation et l'exportation par des licences, en donnant des priorités de transport, d'usage de matériel et d'embauchage de main-d'œuvre aux producteurs de matériel de guerre,... en intervenant entre employeurs et salariés par l'intermédiaire des *War Labor Boards*, en établissant une Administration des combustibles et une Administration de la nourriture, en fixant des prix maxima ou minima pour des milliers d'articles... » Et il demande avec insistance pourquoi « l'on ne ferait pas, dans la lutte contre le chômage et la misère, un effort analogue à celui que l'on a fait alors dans la lutte contre un péril extérieur? »

Depuis lors, les mesures prises ou ébauchées dans ce sens par le Président Roosevelt ont sur certains points dépassé, par leur énergie et leur précision, les suggestions d'ordre général du Comité. Il n'en reste pas moins vrai que ce rapport continue à fournir une explication des mobiles de cette politique, et surtout de l'attitude de l'opinion publique qui la soutient.

Il aide à faire comprendre en quoi et pourquoi elle s'avance dans la voie d'une économie très fortement dirigée. Cette économie, de toute évidence, ne sera ni socialiste, ni fasciste au sens européen de ces termes; elle tend visiblement vers un capitalisme d'état dont l'évolution européenne n'offre pas de modèle, mais qui sera très différent du système économique que les Américains, jusqu'en 1929, considéraient comme le seul possible.

LES TENTATIVES D'ÉCONOMIE DIRIGÉE AUX ÉTATS-UNIS

par M. Paul Berryer,

Docteur en droit.

Ils est inutile de rappeler comment et par quel processus, de chute en chute, les prix de gros ont baissé dans le monde entier; aux États-Unis ils ont été ramenés de 138,5 moyenne de 1928, à 98,3, moyenne de 1932 et les prix de détail de 170 à 133.

Le krach boursier de fin 1929 et cette baisse des prix, qui est plus accentuée encore pour certains produits tels que le blé et le coton — essentiels à l'économie américaine — ont entraîné une désorganisation quasi générale des entreprises commerciales et industrielles et compromis les établissements de crédit sur lesquels elles s'appuyaient.

L'opinion dominante dans les milieux des économistes américains déduit de cette constatation que si la dépréciation des biens pouvait s'arrêter, et même, s'il se formait dans le monde une majorité pour croire à cet arrêt, ce serait la fin de la crise. La thésaurisation, en effet, se relâcherait sous forme de crédits ou de demandes de marchandises et devant cet avenir moins sombre l'ensemble des banques n'auraient plus la nécessité de tenir un « cash » aussi important. On s'est demandé s'il fallait attendre que cet arrêt se produise naturellement ou si au contraire les autorités qui ont main quelques leviers importants de l'économie ne pourraient pas le provoquer. D'une manière plus simple, on a prétendu qu'une politique monétaire des banques centrales aidées éventuellement par leurs gouvernements, en augmentant la circulation, pourrait provoquer un relèvement du niveau des prix ou du moins arrêter la baisse des prix.

Il n'est pas dans notre intention de discuter ici, par des arguments de doctrine, ce système dit de « reflation » ou d'inflation contrôlée. Nous ne pouvons non plus songer à passer en revue dans cette étude sommaire les multiples tentatives d'application partielle de ce système qui ont été entreprises dans de nombreux pays, et les échecs éprouvés. Il nous suffira de considérer le pays où les plus grands efforts ont été faits et dans lequel les plus nombreuses et diverses mesures ont été prises pour entraîner cette augmentation de la circulation. Nous voulons parler des États-Unis.

Du point de vue qui nous occupe, la politique des deux présidences Hoover et Roosevelt comporte moins de différences qu'on ne le croit en général. Les récentes décisions prises par le Congrès se trouvaient déjà en germe dans la politique que dut faire le Président Hoover parfois à son corps

défendant. Pour se rendre compte du mouvement des idées et des événements aux États-Unis, il est donc utile de rappeler l'attitude du Président Hoover et du Congrès en face de la crise.

Tout d'abord ni l'un ni l'autre n'ont voulu s'incliner devant les faits. Puis ils ont cherché à les combattre.

Le septante-deuxième Congrès, comme le septante-troisième, était déjà inflationniste. Si le Président était du parti républicain, il devait cependant travailler avec une Chambre à faible majorité démocrate. Ce sont les mêmes leaders qui appuyent aujourd'hui le Président Roosevelt qui, l'année dernière, poussèrent continuellement à l'inflation.

Après avoir souvent fait espérer la fin prochaine de la crise économique, le Président Hoover, après le « crash » du Credit Anstalt de Vienne (fin mai 1931) et les menaces de moratoire de l'Allemagne, se détermine, fin juin 1931, à décréter le moratoire général des dettes politiques qui, dans son esprit, devait ranimer la confiance et provoquer une hausse des prix. Après une brève reprise sur les marchés de valeurs mobilières, survient en juillet la retentissante faillite de la Danatbank, suivie de la fermeture des bourses allemandes et de nombreuses bourses européennes, le moratoire allemand consenti sous la forme du « Stillhalte », puis en septembre la chute de la livre sterling. C'est la crise financière et des changes avec toutes ses lourdes conséquences sur la baisse des prix mondiaux et un nouveau ralentissement de l'activité économique. Après avoir vu les Federal Reserve Banks faire face aux retraits de fonds et d'or de l'étranger et avoir ainsi surmonté une crise possible du dollar, le Congrès à la fin de l'année s'occupe de la grande lutte contre le « processus de déflation » à l'intérieur. Bien qu'il se discute par pièces séparées et sur des propositions de députés démocrates, le programme « de secours » du Président est un vaste ensemble dont le trait principal est de faire appel sans compter aux ressources possibles d'un trésor vide. En effet, les déficits budgétaires sont de 902 millions de dollars pour 1931 (sur 4 milliards de dollars de dépenses) et de 2.122 millions de dollars pour 1932 (sur 4 1/2 milliards de dollars de dépenses).

Déjà en octobre 1931 s'était constituée sur initiative privée, mais avec un encouragement officiel de la Maison Blanche : la National Credit Corporation, au capital autorisé de 500 millions, qui n'avait appelé

que 100 millions de « cash » destinés à aider, par des crédits, les banques en difficulté. En janvier 1932, la Chambre vote la loi Thomas, approuvée par le Président comme une part de son programme économique, portant création d'une Société de Secours des Déposants dont le capital de 150 millions est versé par le Trésor et qui a pour objet de prêter aux banques fermées des fonds à répartir entre les déposants. A la même époque, est constituée la « Finance Reconstruction Corporation » dont les buts et l'organisation ont été décrits en détail déjà, dans ce bulletin (1).

Au mois de février 1932 commence la grande campagne « anti-hoarding », lancée par le Président Hoover avec force publicité, avis, encouragements, démarches auprès des banques. Il s'agit de résorber la thésaurisation d'or et de billets qui est évaluée à 1.300 millions de dollars. La « Citizens Reconstruction Organisation » est fondée avec cet objet. Le 7 mars 1932, un montant indéfini de certificats du Trésor à un an, de 50, 100 et 500 dollars remboursables avec préavis de 60 jours, sont mis en vente partout pour absorber la thésaurisation. Ils sont offerts également aux banques en dehors de la demande périodique régulière du Trésor au marché.

A la même époque est votée la loi Glass-Steagall qui a été commentée ici-même (2) il y a un an.

A la suite de ce vote, le cours des valeurs mobilières s'élève sur le marché de New-York, mais la hausse fut très éphémère.

Après la loi Glass-Steagall, la Chambre aborde la discussion du projet Goldsbrough (démocrate d'origine comme les deux précédentes). Sans ménagement oratoire, ce projet requiert la Federal Reserve de faire remonter les prix au niveau d'avant la crise. Par la constitution de la F. R. C., il s'agissait surtout de remettre du nouveau papier-monnaie à l'industrie; le Glass-Steagall Bill venait au secours des banques elles-mêmes et devait servir à combattre la thésaurisation; par le projet Goldsbrough, il s'agit de mettre directement le crédit des Federal Reserve à la disposition du commerce.

Ce projet Goldsbrough, qui finalement ne verra pas le jour sous l'administration Hoover, n'était qu'un projet d'inflation parmi beaucoup d'autres. A la même époque, le Sénat rejeta un projet Borah qui proposait une inflation d'un milliard de billets par les banques nationales.

Après les National Credit Corporation, Finance Reconstruction Corporation, Citizen Reconstruction Organisation, Depositors Relief Corporation, nous voyons encore l'Etat intervenir dans l'augmentation de capital de la Federal Land Bank pour 125 millions et dans le système des « Home Loan discount banks » pour 150 millions. Cette dernière création permet aux banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de construction d'immeubles d'escompter leurs premières hypo-

thèques d'un montant de 10.000 dollars au plus gagées par une maison de 15.000 dollars.

Par ces méthodes et surtout par le truchement de la R. F. C., le Trésor est en situation de dispenser des ressources considérables tant à l'industrie qu'au commerce, à l'agriculture et aux banques.

Pendant le temps de l'administration Hoover, ce fut une lutte continuelle entre la Maison Blanche qui voulait maintenir une monnaie saine à tout prix et le Congrès qui voulait l'inflation. Bien souvent, la première a dû louvoyer, battre en retraite, transiger. Nous allons assister à la même lutte sous l'administration Roosevelt, mais les passions inflationnistes du nouveau Congrès ont reçu des renforts considérables, tandis que le Président est moralement tenu à faire autre chose que son prédécesseur. Le Congrès reprend les projets qui ont échoué. Quant aux projets votés que nous avons décrits, il les tient pour de timides commencements d'exécution et nous les voyons reparaitre avec des appels au Trésor beaucoup plus considérables. Si la position du Président Hoover était peu enviable, la carrière du Président Roosevelt commence par une crise bancaire aiguë. Son énergique décision de suspendre provisoirement tous les paiements, puis la fermeture d'un grand nombre de banques qui se trouvaient en faillite virtuelle (dont les dépôts ont été évalués à 4 milliards) devaient normalement opérer une déflation importante et nécessaire d'assainissement renforcée par la compression des dépenses budgétaires. Ce pouvait être le chemin du salut sur lequel on avait toujours différé de s'engager. Mais, dans le même temps, le Congrès accordait toujours plus de faveur aux projets d'inflation les plus invraisemblables. Le Président, qui voulait sauver le dollar, ne pouvait plus tenir bon sans entrer dans un conflit aigu avec le Congrès; il convoqua tour à tour les auteurs de ces projets et s'efforça de leur démontrer que s'ils s'entêtaient, la législation qui allait sortir de leurs débats créerait une véritable panique dans tous les Etats-Unis. Les discussions des principaux leaders avec la Maison Blanche aboutirent à la suspension du « gold standard » et donnèrent naissance, fin avril 1933, à la loi de secours agricole et hypothécaire avec l'amendement monétaire qui donne des pouvoirs très étendus au Président sur l'agriculture et la finance. En effet, il peut établir une taxe sur les céréales, le coton, le tabac, le riz et d'autres matières premières, au moyen de laquelle il pourra indemniser les producteurs de ces marchandises qui réduiront leur production. Il peut laisser les producteurs de coton spéculer à la hausse en leur donnant des options libres sur le coton du Gouvernement, en compensation de réductions de leurs ensemencements. Il peut émettre pour 2 milliards de bons de la Federal Land Bank pour financer la conversion à 4 1/2 p. c. des prêts hypothécaires agricoles. Il peut obliger la Federal Reserve à absorber pour 3 milliards d'obligations des Etats-Unis. Il peut émettre pour 3 milliards de papier-monnaie en billets d'Etat. Il peut réduire de 50 p. c. le poids d'or du dollar. Il peut

(1) Cfr. *Bulletins* du 10 mai et du 10 novembre 1932.

(2) Cfr. *Bulletin* du 10 mai 1932, p. 410.

ordonner la libre frappe de l'argent pour un montant illimité à un cours fixe par rapport à l'or. Il peut accepter le paiement de la prochaine annuité des dettes de guerre en argent au cours de 50 cents l'once à concurrence de 200 millions de dollars, ce qui équivaut à une réduction de 30 p. c.

Une telle législation a stupéfié aux Etats-Unis et en Europe tous ceux qui sont un peu au courant de cette matière, mais il ne manque pas d'observateurs pour y voir une victoire relative de la Maison Blanche, car si le Président peut faire tout cela, il n'y est nullement obligé et il peut s'y soustraire sans entrer en conflit avec le Congrès.

Quoi qu'il en soit, du point de vue du droit administratif, c'est un véritable bouleversement en matière monétaire de tous les principes et institutions des Etats-Unis. Par la suite, le Congrès n'a plus été disposé à accepter la même procédure en ce qui concerne l'industrie ou les tarifs douaniers, pour ne pas parler des dettes. Est-ce parce qu'il s'est ressaisi et désire conserver le reste de son autorité, est-ce parce qu'il n'a pas été satisfait de l'usage modéré que le Président a fait, jusqu'à présent, de ses pouvoirs dictatoriaux ?

De toute cette revue des mesures législatives d'inflation aux Etats-Unis, il est aisé de conclure qu'il n'y a pas de possibilité de faire une inflation contrôlée, c'est-à-dire de susciter une hausse artificielle des prix avec une monnaie saine.

Sous l'administration Hoover, chaque mesure inflationniste s'est heurtée, ou aux banques qui ont augmenté d'autant leur liquidité, ou au public, qui a renforcé d'autant sa thésaurisation. Ces mesures ont certainement créé une sorte d'anti-déflation en retardant la liquidation des banques qui étaient en faillite virtuelle, mais comme elles n'amélioraient aucunement la situation économique, les créanciers qui arrivaient à récupérer leurs créances devenaient aussitôt des « thésauriseurs » convaincus. Mais dans une certaine mesure la situation s'est assainie et un mouvement

d'amélioration se dessinait discrètement dès avant la suspension de l'étalon d'or.

A la suite de la suspension du « gold standard », si l'administration, le Trésor et les Federal Reserve avaient donné satisfaction au Congrès en appliquant le programme prévu dans l'amendement d'inflation, ils auraient organisé une véritable fuite devant la monnaie. Les Etats-Unis, heureusement, comptent des économistes de tout premier ordre, qui ne sont pas disposés à oublier les vrais principes et à croire qu'on crée de la richesse en diminuant la teneur-or ou la solidité de sa monnaie; c'est même chez eux que les « clerks » sont le plus opposés à ces aventures. Ce sont des Américains qui, aujourd'hui, démontrent le mieux la véritable situation du monde « en crise », ses antécédents, son cours et ses remèdes. L'expérience des deux derniers mois, qui est la première étape de la fuite devant la monnaie, peut encore convaincre beaucoup de monde. Si par les forces économiques saines, toujours puissantes aux Etats-Unis, excitées d'ailleurs par la spéculation, que suscitent les craintes d'inflation, la conjoncture économique se redressait, ces tendances salutaires se trouveraient renforcées. Jusqu'ores, en effet, il n'a pas été fait usage des pouvoirs anormaux accordés au Président en matière monétaire. En sera-t-il encore ainsi demain ? Nul ne le sait. En tous cas, les mesures prises déjà et tendant à restreindre la production du coton et des céréales visent directement l'une des sources du mal. Un premier effort a été fait pour équilibrer le budget. L'espoir d'un retour à des finances et une économie normales ne doit donc pas être abandonné. Enfin il y a des raisons de croire que la Conférence économique mondiale condamnera toutes les hérésies monétaires dans lesquelles le monde, troublé par la crise, se débat aujourd'hui et reconnaîtra le principe essentiel de toute politique économique saine, à savoir que le pouvoir d'achat ne se trouve que dans les produits et services eux-mêmes et ne s'amplifie que pour autant que s'amplifient leurs échanges tout au long du processus de production.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

(CHRONIQUE DE L'ÉTRANGER.)

Il faudra attendre de nombreux mois sans doute avant de pouvoir examiner d'une façon critique les événements d'ordre bancaire et monétaire qui se sont déroulés depuis le début de l'année aux Etats-Unis. La décision prise le 19 avril par le Président Roosevelt de suspendre l'étalon-or a surpris le monde entier.

Du point de vue monétaire, la suspension de l'étalon-or n'était pas imposée par les éléments connus; en effet, depuis 1915, la balance des paiements des Etats-Unis est largement créditrice et même, compte tenu de la suspension des dettes de guerre, le service des multiples emprunts contractés en dollars par les pays d'Europe pour des besoins commerciaux, s'exécute avec une suffisante ponctualité pour que soient contrebalancés, et au delà, les éléments passifs de la balance des comptes américaine. D'autre part, les Banques de Réserve Fédérale accusaient une situation leur permettant d'assurer avec aisance le libre jeu de l'étalon-or, quelque importants qu'aient pu être à certains moments les retraits de métal précieux.

On ne peut à présent mesurer toutes les conséquences de cette grave mesure. On peut seulement dire qu'elles sont énormes et pas seulement d'ordre économique mais aussi politique et moral.

Dans le cadre de ce bulletin, nous nous tenons toujours strictement aux considérations d'ordre économique. Sans enfreindre cette règle, nous devons cependant constater que dans les conditions où elle a éclaté, la crise du dollar est bien plus un problème politique qu'un problème monétaire. Nous verrons tantôt que c'est sous la pression des débiteurs — surtout des agriculteurs — qui espèrent un rajustement en leur faveur des charges fixes, que l'on a sacrifié la monnaie. Techniquement, le dollar pouvait être défendu très longtemps encore, si même il avait besoin d'être défendu. Une dévalorisation du dollar comporte des risques sérieux. Elle implique de la part des créanciers, et notamment des déposants dans les banques et des porteurs d'obligations, un sacrifice qui ne se justifiera que si les débiteurs peuvent par ce moyen être sauvés. Si le programme échoue, on peut prévoir que les Etats-Unis souffriront d'une grave crise morale qui se répercutera inmanquablement sur leur structure sociale et politique.

Au reste, si l'on a accueilli avec étonnement en Europe la suspension de la convertibilité du dollar, on peut dire que le choc a été très vivement ressenti dans le pays même. Un des principaux hebdomadaires financiers américains, le *Commercial and Financial Chronicle*, n'a pas caché les craintes que lui inspire

l'action de la Trésorerie américaine. Il disait: « Cet acte est le sacrifice délibéré, fait d'un cœur léger, de tous les efforts qui ont été accomplis depuis cinquante années dans le domaine monétaire pour établir le prestige et le standing des Etats-Unis. Tout Américain qui a eu l'occasion de voyager à l'étranger sait la situation prépondérante qu'occupait le dollar parmi les monnaies mondiales et avec quel empressement le dollar américain a été accepté à l'époque où tant de monnaies étaient considérées avec méfiance. Comment considérera-t-on le dollar à présent? On ne nous a plus laissé de doute sur le dessein de l'Administration de ne plus soutenir la valeur internationale du dollar. Le but est de déprécier le dollar à l'intérieur et de le laisser fluctuer à l'extérieur. Dans tous les milieux de Washington, on en est convaincu. Même si l'on suppose que par des manipulations la valeur ancienne pourrait être rendue au dollar, pourra-t-il jamais encore, après les récents événements, recouvrer la confiance du monde comme auparavant? »

Nous ne referons pas un historique détaillé des événements qui se sont déroulés au cours de ces derniers mois. Dans un récent bulletin (1), nous avons consigné jour par jour les principaux incidents qui ont marqué l'évolution du marché monétaire et financier américain en février et en mars. Il nous faudra cependant reprendre certains événements d'un peu plus haut pour permettre de comprendre l'opportunité de certaines mesures, la nécessité de certaines interventions et aussi pour être à même de formuler certaines conclusions.

LA CRISE BANCAIRE.

Deux jours après avoir été investi de ses fonctions de président des Etats-Unis, M. Roosevelt s'est trouvé devant l'obligation de faire une proclamation d'une extrême importance. Entre autres mesures, il décrétait, pour l'ensemble du pays, une vacance bancaire du 6 au 9 mars, vacance qui fut d'ailleurs prolongée jusqu'au 12.

La situation était alors une des plus graves, sinon la plus grave, que les Etats-Unis aient connues au cours de leur histoire économique. Elle faisait apparaître, dans toute sa sévérité, les défauts de la structure bancaire américaine, défauts que l'on avait bien signalés parfois, mais que l'on n'avait guère tenté de corriger.

Dès la fin de la période de prospérité, aussitôt que s'accrut la baisse des prix, les faillites de banques s'accumulèrent. Ce furent d'abord de petites banques

(1) Cfr. *Bulletin* du 10 avril 1933, p. 238.

locales, souvent assez mal administrées, ayant à la fois le caractère de banques commerciales et de caisses d'épargne et qui finançaient avec leurs dépôts des opérations de crédit à long et à moyen terme. C'étaient aussi d'autres banques, plus importantes, qui, sous forme de crédits à court terme, renouvelés et gagés par des actifs immobilisés et souvent même surévalués, faisaient du crédit à long terme. La baisse des prix fit déprécier leurs gages, particulièrement dans les régions agricoles et les mit dans une situation à peu près sans issue.

Les effets premiers de cette augmentation des faillites bancaires ont été une recherche de liquidité plus grande à la fois de la part des banques et de leur clientèle.

Les banques cherchaient à éviter les « runs », tandis que leurs clients, poussés par un sentiment de méfiance, cherchaient à retirer leurs dépôts et à thésauriser. Pour assurer leur liquidité, les banques ont voulu se faire rembourser les avances qu'elles avaient consenties au public, ce qui a évidemment aggravé la tension.

L'intensité de la crise s'illustre par les chiffres suivants du nombre des faillites bancaires aux Etats-Unis au cours des trois dernières années :

| | |
|----------------|------|
| 1929 | 642 |
| 1930 | 1158 |
| 1931 | 2298 |

C'est cette situation, devenue extrêmement inquiétante, qui avait incité le Président Hoover à créer la Reconstruction Finance Corporation en 1932. L'aide que cette institution apporta aux banques améliora temporairement la situation et l'on constata même une diminution des retraits de capitaux étrangers qui avaient pesé quelque peu sur le marché américain.

Le stock monétaire d'or qui, de l'automne 1931 à juin 1932, avait diminué d'environ 1 milliard de dollars, remonta de 3.919 millions de dollars en juin 1932 à 4.513 millions de dollars en décembre de la même année.

Mais au début de l'année 1933, une recrudescence de faillites, particulièrement violente dans l'Etat de Michigan, fit s'évanouir les espoirs que l'on formulait au sujet d'un redressement de la situation. Le gouvernement du Michigan se trouva dans l'obligation de décréter une « vacance bancaire » de huit jours et, après un essai de réouverture des banques, de rétablir le moratoire le 14 février.

Cette mesure impliquait la fermeture de 550 banques et « trust companies » et l'immobilisation d'un total de dépôts représentant 1.510.385.767 dollars. Les déposants étaient autorisés à retirer au maximum 5 p. c. des sommes qui leur étaient dues.

Les banques du Maryland furent bientôt atteintes par la contagion et dans cet Etat aussi il fallut recourir à ce remède extrême. L'opinion publique américaine s'inquiéta, ce qui, naturellement, hâta les retraits et mit les banques dans de nouvelles difficultés.

Les Banques de Réserve Fédérale durent prendre des mesures de soutien en faveur des organismes bancaires. Elles se montrèrent notamment très libérales dans leurs achats d'acceptations; c'est ainsi qu'entre le 14 et le 21 février, les acceptations se trouvant dans le portefeuille des douze banques de réserve passèrent de 30.784.000 dollars à 174.076.000 dollars, soit une augmentation de 143.292.000 dollars.

Mais ces mesures furent insuffisantes et les moratoires bancaires se généralisèrent. Après le Michigan et le Maryland, ce furent le Tennessee, le Kentucky, l'Alabama et d'autres encore qui furent frappés. Le 1^{er} mars, douze Etats étaient sous ce régime. Le 3 mars, il y en avait vingt-neuf. Pendant que le crédit privé s'effondrait ainsi progressivement sur tout le territoire de l'Union, les Banques de Réserve Fédérale faisaient un effort désespéré pour empêcher la paralysie totale du système. Pendant le mois de février, la circulation était passée de 2.729.971.000 dollars à 3.579.522.000 dollars par suite d'achat en masse d'acceptations et de titres appartenant à des banques affiliées.

Malheureusement un certain drainage d'or se produisit dès fin janvier et s'élargit en février. La diminution, qui avait été de 8 millions de dollars entre le 1^{er} et le 8 février, passa, du 8 au 15, à 47 millions de dollars, à 81 millions du 15 au 21 et, du 21 février au 1^{er} mars, à 226 millions. La plus grande partie de cet or était destinée à l'exportation, la Suisse, l'Angleterre et la Hollande en étant les principaux destinataires.

Pour essayer d'endiguer ce mouvement, une hausse générale des taux d'escompte fut décidée. Les douze Banques de Réserve Fédérale élevèrent le taux d'escompte, de 2 1/2 p. c. à 3 1/2 p. c. D'autre part, le taux d'achat des acceptations fut élevé de 1/2 p. c. l'an à 3 1/4 p. c. Mais l'ensemble du système bancaire était déjà paralysé et le Président Roosevelt dut déclarer un moratoire bancaire général qui fut maintenu jusqu'au 12 mars.

Après cette date, on permit la réouverture des banques les plus importantes d'abord, puis de celles dont la solidité ne laissait pas de doute. Graduellement, l'autorisation de rouvrir leurs guichets fut accordée aux établissements de crédit en état de reprendre leurs opérations dans des conditions normales. Peut-être cependant a-t-on été parfois trop tolérant et d'aucuns estiment qu'il eût fallu profiter de ces circonstances exceptionnelles pour assainir de façon plus rigoureuse l'organisation bancaire américaine.

LA SUSPENSION DE L'ÉTALON-OR.

Après avoir, le 5 avril, promulgué une ordonnance mettant l'embargo sur l'or et interdisant toute thésaurisation du précieux métal, le Président Roosevelt a, le 19 avril, rompu pratiquement les amarres qui retenaient encore le dollar à l'or et, le 26 mai, décrété la suspension officielle du Gold Standard Act de 1900. Le Président agissait ainsi en fonction du pouvoir extraordinaire que lui avaient conféré certains articles

additionnels à un projet de loi connu sous le nom de *Farm Relief Bill* et dont les dispositions premières étaient d'apporter une aide nécessaire à l'agriculture.

Ces dispositions additionnelles mettent le gouvernement en état d'appliquer une politique directe d'intervention en matière de fixation des prix. Les articles autorisent en effet le Président à agir sur les Banques de Réserve Fédérale pour les amener à acheter jusqu'à trois milliards de dollars d'obligations de l'Etat, en plus de ce qu'elles détiennent actuellement. Si, pour une raison quelconque, cette première mesure est inopérante ou inapplicable, le Président peut s'autoriser du précédent de 1862 et créer jusqu'à 3 milliards de dollars de billets.

D'autre part, le Président est autorisé « à fixer par proclamation le poids d'or du dollar, en grains à 9/10^{es} de fin, au montant qu'il jugera nécessaire, après enquête, afin de protéger le commerce extérieur des Etats-Unis contre l'effet adverse des monnaies dépréciées, ou, dans le cas où le gouvernement des Etats-Unis conclurait avec un autre ou avec d'autres gouvernements un arrangement aux termes duquel une concordance serait établie entre la valeur des monnaies-or et des autres monnaies émises par le gouvernement des Etats-Unis et celle des monnaies émises par tel ou tel gouvernement, le Président peut fixer le poids du dollar-or conformément à la concordance ainsi arrêtée. Le dollar-or dont le poids aura été fixé sera l'étalon de valeur et toutes les formes de monnaies émises ou frappées par les Etats-Unis seront maintenues à la parité de cet étalon, le devoir du secrétaire du Trésor étant de maintenir cette parité. Mais dans aucun cas, le poids du dollar-or ne devra être fixé de façon à réduire son poids actuel de plus de 50 p. c. »

Outre ce droit à une dévalorisation du dollar, le Président peut encore recourir à l'argent-métal, c'est-à-dire « qu'il est autorisé à accepter de l'argent en quantités ne devant pas excéder au total la valeur de 100 millions de dollars en monnaie des Etats-Unis, en paiement de tout ou partie de toute somme due, à titre de capital ou d'intérêt, par un ou des gouvernements étrangers au gouvernement des Etats-Unis. Cet argent devra être accepté à un prix ne dépassant pas 50 cents l'once. »

Quand le *Farm Relief Bill* fut voté, on ne savait pas si le Président entendait se servir en partie seulement des pouvoirs qu'on lui donnait ou tout à fait. Certains, se basant sur son premier mois d'exercice et en particulier en tenant compte des mesures énergiques prises pour équilibrer le budget, croyaient que M. Roosevelt avait plus cherché à retirer des armes au Congrès qu'à s'en procurer de nouvelles pour lui-même.

Bientôt cependant, on se rendit compte que le Président était décidé à utiliser les délégations qu'il s'était fait accorder par le Congrès si les circonstances l'exigeaient et dès lors une nouvelle question se posait : de quelle efficacité pourrait être la politique qu'il entendait mettre en pratique ?

Ici, à nouveau, il y avait une grande divergence

d'opinions, les inflationnistes prétendant que l'agriculture et les affaires allaient enfin être débarrassées du fardeau des dettes impayables et les antiinflationnistes essayant de se rassurer avec l'espoir que les opérations sur le marché libre par les Banques de Réserve Fédérale, bien qu'elles dussent être beaucoup plus importantes que l'année précédente, ne seraient guère plus efficaces à présent qu'alors.

Jusqu'aujourd'hui, en tout cas, le Président Roosevelt ne paraît pas poursuivre une politique véritable d'inflation. Les achats de fonds d'Etat auxquels il a fait procéder ne sont pas très importants et les moyens de paiement qu'il a ainsi fait pénétrer dans l'économie américaine ont été aisément absorbés.

LA CLAUSE-OR DANS LES EMPRUNTS AMÉRICAINS.

Parmi toutes les questions que soulève la dévaluation du dollar, l'une des plus controversées est celle de la garantie-or d'un très grand nombre d'emprunts américains.

Il était, en effet, de pratique courante aux Etats-Unis, à la suite des troubles monétaires du temps de la guerre de Sécession, d'insérer une clause explicite de remboursement en monnaie-or, d'un titre et d'un poids définis, dans presque tous les grands emprunts lancés dans le public. Tel est le cas de la plupart des emprunts hypothécaires et des obligations de chemins de fer. D'après des calculs, d'ailleurs approximatifs, le montant total des emprunts pour lesquels le dollar avait été défini par son poids d'or fin dépasserait 150 milliards de dollars et représenterait ainsi la moitié de l'endettement intérieur américain.

La clause-or vient d'être suspendue de façon formelle par le Congrès. Nous avons examiné (1) comment il faut apprécier cette décision. En ce qui concerne les emprunts intérieurs relevant de la législation et de la juridiction des Etats-Unis, l'attitude du gouvernement américain s'explique du reste, car si la clause-or avait été respectée, le but essentiel de l'abandon de l'étalon-or, qui est, comme nous l'avons dit plus haut, d'alléger le fardeau des dettes intérieures, n'eût pas été atteint.

CONDITIONS GÉNÉRALES DES AFFAIRES.

Les événements monétaires et politiques ont naturellement occupé le premier plan des préoccupations de tout le monde et l'on n'a pas paru attacher l'importance qu'on leur aurait généralement accordée aux indices de reprise qui viennent de se manifester dans presque toute les branches de la production.

L'indice général des affaires, établi par *The Annalist*, qui, en mars, était tombé à 52,8, s'est relevé en avril pour atteindre 56,7 p. c.

A peu près toutes les branches de la production ont enregistré des hausses, mais c'est particulièrement l'industrie automobile qui marque le progrès le plus sensible. La production de mars, il est vrai, avait été extrêmement réduite. Pour avril, elle augmenta de 30 p. c. et atteignit environ 150.000 véhicules, chiffre à

(1) Cfr. « La clause-or aux Etats-Unis », *Bulletin* du 10 juin 1933.

peu près identique à celui de la production du mois correspondant de l'année précédente. Concurrément, les ventes d'autos se sont intensifiées et les stocks ont diminué assez sensiblement.

L'industrie de l'acier a été heureusement influencée par cette amélioration et travaillait à 41 p. c. de sa capacité de production au début de juin alors qu'à fin mars, elle n'utilisait que 14 p. c. de son outillage.

Un autre élément favorable est l'augmentation sensible du nombre de wagons chargés, augmentation due en ordre principal, croit-on, au fait que le prix des produits agricoles s'est élevé suffisamment pour inciter les fermiers à envoyer leur production sur les marchés plutôt que de les laisser pourrir sur place comme ils s'étaient décidés à le faire.

Il n'y a pas lieu évidemment de tirer de ces indications des conclusions trop précises et il ne faut pas négliger non plus l'influence saisonnière qui, au printemps, se fait toujours sentir. Néanmoins, on interprète généralement ces signes de reprise avec satisfaction, car ils se présentent au moment où le Président Roosevelt dépose au Congrès un projet de loi intitulé *Industrial recovery bill* et ayant pour objet de promouvoir les affaires en mettant à la fois en application un plan d'organisation fédérale appelé à redresser la situation économique et un programme de travaux publics alimenté par un fonds de trois milliards de dollars. Sans sous-estimer l'utilité de l'exécution d'un tel programme, il faut cependant dire que ce ne sont là que des mesures intérieures, de simples palliatifs, et que c'est seulement par une action internationale que l'on pourra atteindre à des résultats positifs.

M. Roosevelt s'en est-il rendu compte? On peut le croire, car il paraît animé de la volonté d'associer les Etats-Unis aux autres puissances par une large coopération dans tous les domaines. Son désir de voir abaisser les tarifs douaniers, d'en revenir à une politique plus libérale pour les échanges, s'est traduit par la suggestion qu'il a faite d'une trêve douanière jusqu'à la fin de la Conférence économique mondiale. Cette idée est intéressante. Elle n'a, toutefois, de chances de pouvoir être réalisée que si l'on prend les précautions voulues pour réaliser préalablement la stabilité sans laquelle il est vain de vouloir assainir la situation économique mondiale.

LES CHEMINS DE FER.

Parmi les projets d'assainissement et de redressement économique envisagés par le Président Roosevelt, il y a lieu de citer aussi le bill de réorganisation des chemins de fer qui vient d'être élaboré par l'administration.

Nous avons eu l'occasion déjà de montrer à quelle grave crise sont en proie les chemins de fer américains, crise qui n'est pas due seulement à l'extrême réduction des transactions commerciales, mais qui résulte surtout des concurrences qui de toutes parts se multiplient.

L'innovation essentielle du bill, qui est actuellement

soumis à l'examen d'une des commissions de la Chambre, est de donner à un homme que l'on nommera « le coordinateur des transports », de très grands pouvoirs et qui lui permettront de prendre des mesures importantes sans attendre des ratifications trop souvent bien lentes à venir.

Le coordinateur sera nommé par le Président des Etats-Unis, sur avis du Sénat. Ses décisions seront maintenues en application, même lorsque la loi sera venue à expiration, et ce n'est que par voie législative ou à l'intervention de l'« Interstate Commerce Commission » qu'elles pourront être suspendues.

La disposition première de cette loi sera de répartir le réseau des chemins de fer en trois groupes — Sud, Est et Ouest — le coordinateur pouvant toutefois modifier cette répartition lorsqu'il le juge nécessaire.

Le coordinateur sera aidé par des commissions régionales, formées dans chaque groupe. Elles comprendront cinq membres au maximum, désignés par les conseils d'administration des réseaux.

Ce que le bill veut réaliser, c'est l'utilisation commune des installations — gares, voies de manœuvres, etc. — partout où cela est possible, afin d'éviter les doubles emplois dans les services que l'on constate aujourd'hui. On veut ensuite contrôler les services accessoires, tels que les participations dans l'exploitation des lignes aériennes, dans les services de transports automobiles et d'autres exploitations annexes, afin d'éviter qu'elles ne s'exercent au détriment des résultats financiers de l'exploitation proprement dite des réseaux. On veut éviter aussi les dépenses inutiles et les concurrences injustifiées de tarifs entre réseaux et provoquer les remaniements nécessaires dans le capital des sociétés de chemins de fer. On compte enfin étudier d'une façon rationnelle et complète les moyens propres à améliorer les conditions des transports sous toutes leurs formes.

Sans doute les compagnies comprendront-elles l'utilité de ces mesures et se prêteront-elles à exécuter le programme qui leur sera présenté. En tous cas, dans l'hypothèse où les compagnies ne prendraient pas en considération les suggestions qui leur seraient faites, le coordinateur a le pouvoir d'exiger leur mise en vigueur au nom de l'intérêt général.

Les mesures que le coordinateur compterait prendre et qui seraient de nature à apporter des changements dans la situation des ouvriers et employés de chemins de fer, devront toujours être soumises, préalablement à leur mise en application, aux organismes qui représentent les intérêts des employés. Ces organismes ne seront toutefois pas représentés au sein des commissions régionales.

Si certains intérêts privés ou collectifs s'estimaient lésés par une décision du coordinateur, ils auraient un recours près de l'*Interstate Commerce Commission*, constituée en une sorte de tribunal d'appel qui pourra reviser ou suspendre cette décision si elle lui paraît contraire à l'intérêt général ou causer un « tort irréparable ».

Ce que l'on considère comme une des conséquences

les plus importantes de l'application de la loi, c'est que les sociétés mises sous le contrôle de coordination cesseront d'être sous le coup de la loi antitrust, au moins aussi longtemps que les décisions du coordinateur resteront en vigueur.

Des sanctions sont prévues au cas où les sociétés commettraient une infraction aux décisions du coordinateur ou de la commission régionale : elles vont de 1.000 dollars à 20.000 dollars par jour de retard.

Enfin, l'avant-dernier article du projet stipule que l'*Interstate Commerce Commission* ne pourra approuver l'octroi d'aucun prêt de la Reconstruction Finance Corporation aux réseaux et ne pourra pas davantage autoriser l'émission d'un emprunt ou la conclusion d'un acte impliquant un nouvel endettement s'il n'est prouvé qu'il y a quelque perspective raisonnable de croire que le réseau pourra, sans réorganisation, survivre à la dépression économique et faire face par la

suite à des besoins de capitaux. Cette dernière disposition vise évidemment à restreindre les prêts de la Reconstruction Finance Corporation qui avaient pris une trop grande extension.

La durée de cette loi serait fixée à un an, sauf prorogation par le Président. Néanmoins, les décisions prises par le coordinateur et par les commissions régionales garderont leur plein effet une fois la loi venue à expiration, aussi longtemps qu'elles n'auront pas été suspendues par l'*Interstate Commerce Commission* ou par voie législative. Dans la pensée de M. Roosevelt, ce délai d'un an doit être mis à profit pour jeter les bases d'une politique permanente de transports à appliquer à partir de 1934.

Ajoutons que le projet est combattu à la Commission de la Chambre par le représentant des cheminots qui réclament la nationalisation des chemins de fer et leur exploitation directe par l'Etat.

CHRONIQUE

La semaine de 40 heures. — D'une enquête faite en Hollande, dans des conditions sérieuses d'objectivité, il résulte que l'adoption de la semaine de 40 heures dans des industries ayant répondu au questionnaire et employant en tout 239.167 ouvriers, permettrait d'engager au maximum 12.676 chômeurs. Mais pour diverses raisons, ce maximum ne serait probablement pas atteint en pratique.

Beaucoup d'industries n'ont pas répondu. Leurs réponses auraient pu modifier les chiffres. Néanmoins, les données ci-dessus méritent de retenir l'attention.

Un autre moyen de diminuer sinon le chômage tout au moins les dépenses qu'il représente pour les administrations publiques, serait de fournir une partie des indemnités sous forme de vivres et d'autres prestations en nature. Cet aspect du problème a été également examiné récemment par une commission gouvernementale en Hollande : ses conclusions sont défavorables aux prestations en nature. L'argument principal est qu'aux troubles qui résultent du chômage actuel, pareille politique ajouterait la ruine d'une partie importante des classes moyennes. L'économie à réaliser paraît certaine en ce sens qu'une organisation d'ensemble achèterait à meilleur prix. Mais il faut considérer aussi les frais d'administration qui sont considérables. En résumé, la Commission ne juge possible qu'un système qui consisterait à remettre une partie des indemnités en bons. Ceux-ci pourraient être échangés contre marchandises chez les détaillants, qui accepteraient d'être payés avec un rabais.

Le marché et la culture du froment aux Etats-Unis.

— Par l'effet de la dévaluation du dollar et aussi à la suite d'une diminution de l'emblavement et d'appréciations défavorables sur les perspectives de la récolte, les prix du blé américain au cours du mois d'avril ont monté d'environ 20 cents. Mais cette hausse n'a pas été suivie par le marché mondial. C'est ainsi que le blé argentin n'a monté que de 5 cents à Liverpool; de même l'Australie et le Canada ont continué à coter des prix sensiblement inférieurs aux prix américains et cette différence dépasse l'agio sur le dollar. Si ces conditions se maintiennent, les Etats-Unis ne pourront pas exporter : les manipulations monétaires peuvent avoir un effet sur les prix intérieurs; elles ne peuvent dominer le marché mondial. C'est l'Argentine, l'Australie et le Canada qui fourniront, en majeure partie, le froment dont le monde a besoin et il paraît probable que le solde que l'Amérique aura en 1934 à conserver et à reporter sur l'exercice suivant dépassera 360 millions de bushels.

C'est là une éventualité très défavorable.

Comment y remédier ?

Une conférence, limitée, a eu lieu récemment à Genève entre les délégués des Etats-Unis, de l'Argentine, de l'Australie et du Canada, lesquels ensemble représentent les 5/6^{es} de l'exportation mondiale de froment, Russie non comprise. Les échanges de vues continuent à Londres en marge de la Conférence Economique Internationale. Le but de ces délibérations paraît être de réduire les emblavements de façon à diminuer l'excès de production dans le monde. Cet excès est, en effet, certain et il a été considérablement augmenté par les mesures de protection prises dans un grand nombre de pays, soit directement sous forme de tarifs douaniers, soit indirectement par le contingentement ou par l'obligation d'incorporer du blé indigène à un pourcentage déterminé dans le pain.

Le résultat de toutes ces mesures est d'encourager artificiellement une culture qui, en raison des conditions techniques de production dans les pays d'outremer, devrait être non pas augmentée mais diminuée dans les pays européens.

Ces mesures de protection aggravent la crise car, au lieu de pousser le cultivateur européen à diminuer la production des céréales, elles tendent, en effet, toutes à lui assurer un bénéfice ou en tous cas à lui éviter une perte; dès lors, il se porte naturellement vers une culture ainsi favorisée. En Hollande, par exemple, la production de froment a augmenté de 60 p. c. D'une façon générale, en 1930-1932, en pleine crise, les terres emblavées en céréales en Europe ont augmenté de 9 p. c. comparativement à la période 1927-1929. Doit-on s'en étonner si l'on considère qu'en Allemagne, les droits d'entrée correspondent à doll. 1,62 par bushel, en Italie à doll. 1,07 par bushel et en France à doll. 0,86 par bushel ?

Les Etats-Unis et le Canada avaient poussé à leur tour à l'augmentation de la production par une autre voie : les subsides du Farm Board et les Wheat Pools. La conséquence de tout cet interventionnisme a été la désorganisation complète d'un marché mondial dont le fonctionnement, avant la guerre avait atteint presque la perfection du marché international de l'argent.

Après avoir ainsi poussé, sans le vouloir, à augmenter encore une production déjà trop forte, les Etats-Unis, en dehors des négociations dont ci-dessus question, adoptent maintenant une autre formule d'intervention. Le Président Roosevelt vient de décider de lever une taxe de 30 cents par bushel de froment, ce qui donnera 150.000.000 de dollars. Cette somme sera répar-

tie entre les cultivateurs qui consentiront à réduire de 20 p. c. environ leurs emblavements. On espère par là diminuer la production, alors qu'il serait si simple de laisser les bas prix faire leur œuvre. A la longue, ces prix font naturellement et efficacement ce que veut obtenir la nouvelle loi américaine, c'est-à-dire réduire la production.

Au contraire, le nouveau système sera très compliqué à appliquer. On veut, en effet, dit-on, prendre comme base des subsides, la production moyenne de chaque cultivateur pendant les trois dernières années et les prix moyens, qui ont été en vigueur entre 1909 et 1914: les subsides assureraient aux cultivateurs se ralliant à la réduction, un rendement correspondant à ce que leur auraient donné les prix d'il y a vingt ans.

Il est à peine besoin de souligner à quels abus et à quel arbitraire donneront lieu pareils calculs et combien ils peuvent réserver de mécomptes!

Placements américains et anglais à l'étranger. — Au moment où se discute la stabilisation de la livre et du dollar, il n'est pas sans intérêt de se rendre compte de l'importance des avoirs anglais et américains à l'égard de l'étranger.

En tant qu'il s'agit d'obligations, ces avoirs sont directement affectés par la baisse subie par la livre et par le dollar et leur valeur réelle dépendra du taux de stabilisation de ces monnaies.

L'incidence est moins directe et moins certaine lorsqu'il s'agit non pas d'obligations mais de capitaux placés dans des entreprises à l'étranger. Mais ce genre de placement est proportionnellement très inférieur aux obligations.

Pour l'Angleterre, le total de ses avoirs à l'étranger, d'après les calculs de Sir Robert Kindersley donnent un montant d'environ 3.700.000.000 livres sterling dont trois cinquièmes placés dans les dominions et colonies et deux cinquièmes à l'étranger.

On sait que la plupart des dominions et colonies ont un système indépendant de celui de la livre quoiqu'il en subit directement l'action.

L'économiste estime que la valeur actuelle de ces placements d'après leur rendement est de 2 milliards 250.000.000 de livres sterling.

De leur côté, les avoirs américains à l'étranger en placements à long terme sont évalués par le Département du Commerce, dans son rapport de 1932, à 15 milliards 250.000.000 de dollars, soit 3.050.400.000 livres sterling au pair, excluant les dettes de guerre dont le total est évalué à 11.800.000.000 de dollars.

Les investissements étrangers en Amérique sont estimés à 2.250.000.000 de dollars.

On voit par ces chiffres quel intérêt immense représente pour l'économie américaine et anglaise, la stabilisation du dollar et de la livre à un taux raisonnable.

On voit aussi que la réalisation des avoirs étrangers en valeurs américaines est susceptible de troubler profondément l'économie des Etats-Unis. Ici encore la situation monétaire n'est pas sans redevance car il va de soi que l'étranger hésite à conserver un titre d'obli-

gation libellé dans une monnaie qui a cessé d'être stable.

Enfin, il est intéressant de signaler que les dépôts à court terme des étrangers aux Etats-Unis ont diminué :

en 1931 de 709.000.000 de dollars
en 1932 de 371.000.000 de dollars

soit au total : 1.080.000.000 de dollars de fonds étrangers retirés des Etats-Unis.

Ces chiffres ne comprennent pas l'or qui se trouvait sous dossier aux Etats-Unis pour compte des banques centrales étrangères.

Les fluctuations du nombre-indice dans le Grand-Duché de Luxembourg. — Dans une étude publiée sous ce titre par l'*Echo de l'Industrie* du 17 juin 1933, nous relevons les quelques indications suivantes :

« Le nombre-indice du coût de la vie dans le Grand-Duché de Luxembourg établi par l'*Office de statistique* a été calculé pour le 1^{er} juin 1933 à 671. C'est en janvier 1930 que le nombre-indice a atteint son maximum, lorsque l'index des prix de détail était de 912.

En Belgique, l'index des prix de détail avait atteint son maximum en novembre-décembre 1929, avec 897.

Depuis la hausse de fin 1929-début 1930, le point le plus bas enregistré au Grand-Duché était de 665 en juin 1932. Depuis cette date, le nombre-indice a successivement passé par 699 en novembre de l'année passée pour revenir à 671 le 1^{er} juin de l'année en cours.

Depuis janvier 1930, le nombre-indice au Grand-Duché est tombé de 26,42 p. c.

La différence entre les indices des divers objets composant l'index général s'établit, pour le 1^{er} janvier 1930 (indice général 912) et le 1^{er} juin 1933 (indice général 671), dans l'ordre de leur importance, de la façon suivante :

| OBJETS | 1 ^{er} janvier 1930 | 1 ^{er} juin 1933 | Différence en % |
|-------------------------|------------------------------|---------------------------|-----------------|
| Oeufs | 915 | 409 | — 55,30 |
| Saindoux | 848 | 381 | — 55,07 |
| Lard | 960 | 456 | — 52,50 |
| Beurre | 1071 | 566 | — 47,15 |
| Légumes | 980 | 575 | — 41,32 |
| Pain | 763 | 477 | — 37,48 |
| Viande | 835 | 533 | — 36,16 |
| Lait | 860 | 568 | — 33,95 |
| Savon | 866 | 580 | — 33,02 |
| Bois | 959 | 698 | — 27,24 |
| Briquettes | 1286 | 957 | — 25,58 |
| Charbons | 1133 | 852 | — 24,58 |
| Café | 1083 | 906 | — 16,34 |
| Chaussures d'hommes .. | 978 | 858 | — 12,26 |
| Pommes de terre | 682 | 623 | — 8,65 |
| Pâtes alimentaires | 917 | 854 | — 6,87 |
| Sucre | 663 | 635 | — 4,22 |
| Gaz | 825 | 825 | — |
| Costumes d'hommes .. | 1182 | 1189 | + 0,58 |

Pour éliminer les différences provenant des fluctuations saisonnières, l'article établit dans l'ordre de leur

importance les différences qui existent entre les nombres-indices du mois de janvier 1930 (912) et du mois de janvier 1933 (692). (Différence 24,12 p. c.)

| OBJETS | 1 ^{er} janvier 1930 | 1 ^{er} janvier 1933 | Différence en % |
|---------------------------|------------------------------|------------------------------|-----------------|
| Saindoux | 844 | 418 | — 50,47 |
| Lard | 960 | 486 | — 49,37 |
| Légumes | 980 | 588 | — 40,00 |
| Œufs | 915 | 561 | — 38,69 |
| Pain | 763 | 480 | — 37,09 |
| Beurre | 1071 | 681 | — 36,41 |
| Viande | 835 | 548 | — 34,37 |
| Savon | 866 | 611 | — 29,44 |
| Lait | 860 | 620 | — 27,91 |
| Bois | 959 | 755 | — 21,27 |
| Charbons | 1133 | 900 | — 20,56 |
| Café | 1083 | 876 | — 19,11 |
| Briquettes | 1286 | 1041 | — 19,05 |
| Sucre | 663 | 553 | — 16,59 |
| Pommes de terre | 682 | 579 | — 15,10 |
| Chaussures d'hommes | 978 | 866 | — 11,45 |
| Pâtes alimentaires | 917 | 848 | — 7,52 |
| Gaz | 825 | 825 | — |
| Costumes d'hommes | 1182 | 1201 | + 1,66 |

Si on élimine le savon, les huit articles qui ont baissé le plus font tous partie du groupe alimentaire et sont des articles de production nationale. Le seul de ces articles dans lequel entre une part assez importante de main-d'œuvre est le pain, qui occupe dans le tableau qui précède la cinquième place avec 37,09 p. c. de baisse. Il faut d'ailleurs remarquer que le prix du pain ne saurait être considéré au Grand-Duché comme un prix naturel à cause de la réglementation du marché du blé et de la farine.

La baisse moyenne de ces huit articles du groupe alimentaire est de 39,29 p. c.

Les produits du groupe chauffage suivent de près et leur baisse moyenne est de 20,29 p. c.

Les produits du groupe alimentaire, café et sucre, dont la baisse moyenne est de 17,85 p. c. occupent une place à part.

Les pommes de terre enregistrent une baisse de 15,10 p. c. et les pâtes alimentaires, 7,52 p. c.

En ce qui concerne l'index de l'habillement, celui-ci ne peut plus être considéré comme rigoureusement exact depuis qu'on a changé, au mois de mars 1931, la base du nombre-indice général, en ramenant le prix d'avant-guerre pour le costume d'homme de 70 à 65 fr. l'unité. Abstraction faite de cette opération (qui a été commentée en son temps dans *l'Echo de l'Industrie*, numéro du 11 avril 1931), la baisse du groupe vêtement s'établit à 9,79 p. c.

Quels que soient les points de comparaison qu'on prenne comme base, les différences que nous venons de constater restent les mêmes à quelques petites variations près.

Fluctuations de prix des produits entrant dans la composition du nombre-indice.

| OBJETS | Entre 1 ^{er} janvier 1930 et 1 ^{er} juin 1933 en % | Entre 1 ^{er} janvier 1930 et 1 ^{er} janvier 1933 en % | Entre 1 ^{er} juin 1930 et 1 ^{er} juin 1933 en % |
|------------------------------|--|---|---|
| 1. Œufs | — 55,30 | — 38,69 | — 45,82 |
| 2. Saindoux | — 55,07 | — 50,47 | — 46,64 |
| 3. Lard | — 52,50 | — 49,37 | — 45,90 |
| 4. Beurre | — 47,15 | — 36,41 | — 25,91 |
| 5. Légumes | — 41,32 | — 40,00 | — 36,46 |
| 6. Pain | — 37,48 | — 37,09 | — 37,23 |
| 7. Viande | — 36,16 | — 34,37 | — 32,78 |
| 8. Lait | — 33,95 | — 27,91 | — 25,65 |
| 9. Savon | — 33,02 | — 29,44 | — 31,44 |
| 10. Bois | — 27,24 | — 21,27 | — 27,74 |
| 11. Briquettes | — 25,58 | — 19,05 | — 16,49 |
| 12. Charbons | — 24,80 | — 20,56 | — 21,40 |
| 13. Café | — 16,34 | — 19,11 | — 9,21 |
| 14. Chaussures | — 12,26 | — 11,45 | — 1,03 |
| 15. Pommes de terre | — 8,65 | — 15,10 | + 6,58 |
| 16. Pâtes alimentaires | — 6,87 | — 7,52 | — 6,76 |
| 17. Sucre | — 4,22 | — 16,59 | — 0,31 |
| 18. Gaz | — | — | — |
| 19. Costumes | + 0,58 | + 1,66 | — 0,66 |

BOURSE DE BRUXELLES

MARCHE DES CHANGES

Le sort du dollar continue d'être la préoccupation dominante des marchés. Aussi est-ce avec une curiosité anxieuse qu'ont été suivis pendant cette quinzaine les premiers débats de la Conférence de Londres au cours desquels fut envisagé un projet de trêve monétaire. La décision, qu'on croyait proche, est toujours en suspens. Les cours cotés depuis deux semaines montrent les réactions d'opinion qui se sont produites suivant la tendance des informations publiées. Entre le 8 et le 12 juin, le cours glissa de 5,89 à 5,78 5/8. Au lendemain de l'ouverture de la Conférence mondiale, il s'inscrivit à 5,86 1/2 et poussa ensuite son avance jusqu'à 6,01 1/4. Le 19 juin, on retomba à 5,88 et dès lors le recul s'élargit à chaque séance. On termine la quinzaine autour de 5,75. A ces divers cours, les transactions n'ont pas été plus actives que d'habitude. Les échanges ont été plus importants en livre sterling. Celle-ci valait, il y a quinze jours, 24,14 1/2. Indifférente aux fluctuations du change sur New-York, elle a progressé jusqu'à 24,30 environ. Par rapport au franc français, au florin et au franc suisse, le bilan de la quinzaine se traduit par une amélioration très nette du belga. Le franc français est descendu de 28,23 à 28,14 1/8. La devise hollandaise a rétrogradé de 288,53 à 287,41 et le change sur Bâle de 138,47 à 138,05. Depuis le 4 mars dernier, date à laquelle fut décrété le premier embargo sur l'or aux Etats-Unis, le reichsmark subissait sur le marché international une perte de 1 à 2 p. c. qui, certains jours, s'aggrava jusqu'à 3 et 4 p. c. Le 8 juin dernier, on cotait encore 165,90. Les jours suivants, une hausse continue et régulière amena le cours au delà de 169. Il se trouve actuellement à 169,65, niveau autour duquel il évoluait normalement auparavant.

Le change italien a progressé de 37,30 à 37,55. Son marché reste large et actif. La devise espagnole a abandonné le cours de 61,25 aux environs duquel elle se tenait depuis plusieurs semaines. Elle a, ces jours-ci, glissé légèrement au-dessous de 60. Les couronnes scandinaves ont eu un marché plus paisible que précédemment. Le Stockholm vaut 125,05 et le Copenhague 108,35 contre 124,55 et 107,75, il y a quinze jours. L'Oslo se retrouve au même point, c'est-à-dire à 122,35. La couronne tchécoslovaque et le zloty se sont tenus aisément, la première autour de 21,35 et le second à un cours voisin de 80,20. Le dollar canadien, influencé par la baisse du change sur New-York, est tombé de 5,31 à 5,17.

Sur le marché du terme, la livre sterling à trois mois cote 4 centièmes de belga de plus qu'au comptant. Le franc français, pour la même période, fait prime d'un centième de belga environ. Quant au dollar, il subit toujours un déport d'environ 4 centièmes de belga. Le florin, assez largement offert, perd environ 3 centièmes de belga.

Le marché de l'escompte reste privé d'offres. Les premières acceptations commerciales sont demandées à 2 5/16 p. c. Quant au call money, il a été invariablement offert à 1 p. c. au plus haut.

Le 24 juin 1933.

MARCHE DES TITRES

Comptant.

Le volume réduit des transactions pèse sur le marché du comptant qui se présente au 19 juin sans orientation bien définie.

Les valeurs sont diversement appréciées comme le montre le tableau comparatif ci-après des cours faits les 19 et 1^{er} courant.

Aux rentes : 3 p. c. Dette Belge 2^e série, 63,75-64,50; 5 p. c. Restauration Nationale, 85-80; 5 p. c. Intérieur à prime, 472,50-479; 5 p. c. Dette Belge 1925, 80,25-80; 6 p. c. Emprunt de Consoliation 1921, 93,25-94; 5 p. c. Emprunt Belge 1932, 524,50-519; 4 p. c. Dommages de Guerre 1921, 178,50-176,50; 5 p. c. Dommages de Guerre 1922, 229,50-226; 5 p. c. Dommages de Guerre 1923, 490-491; 6 p. c. Association Nationale des Industriels et Commerçants, 92,50-92,75.

Aux assurances et banques : Compagnie Belge d'Assurances Générales, 6525-6850; Banque d'Anvers, 2080-2010; Banque Belge pour l'Etranger, 525-532,50; action de capital Banque Belge du Travail, 572,50-575; Banque de Bruxelles, 530-535; Banque Nationale de Belgique, 2035-2000; Caisse Générale de Reports et de Dépôts, 2800-2850; Société Nationale de Crédit à l'Industrie, 700-687,50; part sociale Société Belge de Banque se répète à 1410; part de réserve Société Générale de Belgique, 4500-4450.

Aux entreprises mobilières et immobilières : part de fondateur Crédit Foncier Extrême-Orient, 15000-15250; action de dividende Hypothécaire Belge-Américaine, 5600-5500; Immobilière Bruxelloise, 4425-4675 (coupon n. 8 de 200 francs détaché).

Aux chemins de fer et canaux : action de dividende Braine-le-Comte à Gand, 4450-4500; action privilégiée 6 p. c. Société Nationale des Chemins de fer belges (titres unitaires), 464-461; part de fondateur Congo, 2340-2320; action privilégiée 6 p. c. Katanga, 750-817,50; 10^e action de jouissance Tournai-Jurbise, 2185-2275; action de jouissance Welkenraedt, 13125-13900.

Aux tramways, chemins de fer économiques et vicinaux : action de capital Bruxellois, 1945-1895; action de dividende idem, 5800-5675; part sociale Caire, 585-570; action de dividende Gand, 612,50-530; Tramways Unifiés de Liège et Extensions, 390-412,50; action de dividende Pays de Charleroi, 940-920; 100^e part de fondateur Rosario, 167,50-181.

Aux tramways et électricité (trusts) : part sociale Bangkok, 677,50-680; action ordinaire Centrale Industrie Electrique, 1810-1960; part sociale Compagnie Belge de Chemins de fer et d'Entreprises, 905-900; 10^e part de fondateur Electrafina, 725-735; action de capital Electrobél, 2125-2160; action de capital Electrorail, 1435-1445; part de fondateur idem, 4420-4435; action de capital Traction et Electricité, 1960-1950 (coupon n. 4 de 60 francs détaché); Sofina, 9875-10200.

Aux entreprises de gaz et d'électricité : 10^e part fondateur Electricité du Borinage, 3250-3240; part de fondateur Bruxelloise d'Electricité, 11400-11450; action de dividende Electricité de l'Escaut, 6400-6325; 10^e part de fondateur Electricité Est de la Belgique se répète à 6750; 10^e part de fondateur Electricité Nord de la Belgique, 8100-7825; 10^e part de fondateur Electricité Ouest de la Belgique, 3420-3310; part de fondateur Electricité du Pays de Liège, 4725-4525; part de fondateur Gaz et Electricité du Hainaut, 10150-10100.

Aux industries métallurgiques : Baume et Marpent, 4040-4090; action de capital Fabrique de fer de Charleroi, 760-775; Forges de Clabecq, 18700-19800; Cockerill, 900-930; Espérance-Longdoz, 2350-2520; Ougrée-Marihaye, 1400-1475; Forges de la Providence, 8000-8100; Thy-le-Château à Marcinelle, 2600-2750.

Aux charbonnages : Amercœur, 1400-1375; Bonne-Espérance et Batterie, 2000-1775; part sociale Centre de Jumez, 3100-2990; Espérance et Bonne-Fortune, 2505-2450; Gouffre, 13600-14250; Noël-Sart-Culpart, 7875-7900; Nord de Gilly, 7500-7750; part sociale Wérister, 3150-3110; Willem-Sophia, 3270-3225.

Aux zincs, plombs et mines : Asturienne des Mines, 148-155; 1/5^e action privilégiée Nouvelle-Montagne, 195-201; part sociale Overpelt-Lommel, 390-415; 1/10^e act. Vieille-Montagne, 2280-2280.

Aux glaciers : Auvélais, 13100-12450; action privilégiée Floreffe, 2245-2195; Moustier-sur-Sambre, 11600-10300; part sociale Saint-Roch, 14975-14900.

Aux industries de la construction : action ordinaire Cannon Brand, 795-665; Carrières Unies de Porphyre, 3100-3060; action ordinaire Ciments de Visé, 1360-1205; part de fondateur Merbes-Sprimont, 1635-1710.

Aux industries textiles et soieries : action de dividende Etablissement américain Gratry se répète à 1800; Linière La Lys, 8225-7950; action privilégiée Viscose, 1150-1140; Tresses et Lacets Torley, 1155-1120.

Aux produits chimiques : part de fondateur Industries Chimiques, 1215-1155; Laeken, 1210-1230; action de capital Sidac, 1600-1635; part sociale Union Chi-

mique Belge, 420-450; action privilégiée Wilsele, 870-860.

Aux valeurs coloniales : part de fondateur Auxiliaire Chemins de fer Grands Lacs, 3350-3200; action de capital Ciments du Katanga, 1850-1900; action de capital Compagnie pour le Commerce et l'Industrie au Congo, 1930-2025; action privilégiée Katanga, 26125-26750; action ordinaire Katanga, 24075-25225; 100^e part de fondateur Minière des Grands Lacs Africains, 1142,50-1175; 1/3 action de dividende Simkat, 920-915; action privilégiée Union Minière du Haut-Katanga, 3400-3575; action de dividende idem, 3580-3800.

A l'alimentation : Glacières de Bruxelles, 1865-1800; action de capital Minoteries et Elévateurs à Grains, 1175-1025; action de dividende Moulins Rypens, 1945-1895; action de jouissance Moulins des Trois-Fontaines, 6175-6100.

Aux brasseries : part sociale Brasserie de Haecht, 1615-1625; Koekelberg, 2425-2350.

Aux industries diverses : part sociale Englebert, 2350-2150; part de fondateur Grands Magasins à l'Innovation, 3675-3700; Oxhydrique Internationale, 270-250.

Aux actions étrangères : action de dividende Héliopolis, 2030-1945; Sévillane d'Electricité, 1300-1220; part de fondateur Economique du Nord, 1860-2000; part bénéficiaire Electricité et Gaz du Nord, 15000-15225; part bénéficiaire Electricité de Paris, 23200-23300; part bénéficiaire Parisienne (Chem. de fer, Tramways Electriques), 2835-2960; part de fondateur Exploitations Indes Orientales, 4025-4410; action ordin. Royal Dutch, 24200-24500.

Terme.

Banque de Paris et des Pays-Bas, 2315-2365; Barcelona Traction, 442,50-435; Brazilian Traction, 430-370; Héliopolis, 1415-1435; Métropolitain de Paris, 1840-1855; 100^e part de fondateur Minière Grands Lacs Africains, 1150-1180; Petrofina, 597,50-612,50; Securities, 243,75-213,75; Sidro, 525-545; Transports, Electricité et Gaz, 595-637,50; Union Minière Katanga, 3435-3530.

STATISTIQUES

MARCHÉ DE L'ARGENT A BRUXELLES.

I. — Taux officiels et taux « hors banque » (escompte et prêts).

| DATES | Taux officiels (B. N. de B.) | | | Taux « hors banque » | | Taux du « call money » | | Taux des reports (1) | |
|------------------|--|--|--|----------------------|------------------|------------------------|--------|-------------------------|---------------------|
| | escompte d'acceptat. et de traites domiciliées | escompte de traites non domic. et de promesses | prêts et avances sur fonds publics nationaux | papier commercial | papier financier | en compensation | marché | sur valeurs au comptant | sur valeurs à terme |
| 6 juin 1933..... | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,3125 | 3,— | 0,75 | 0,75 | 6,50 | 6,— |
| 7 — | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,3125 | 3,— | 0,75 | 0,75 | 6,50 | 6,— |
| 8 — | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,3125 | 3,125 | 0,75 | 0,75 | 6,50 | 6,— |
| 9 — | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,3125 | 3,125 | 0,75 | 0,75 | 6,50 | 6,— |
| 10 — | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,3125 | 3,125 | 0,75 | 0,75 | 6,50 | 6,— |
| 12 — | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,3125 | 3,125 | 0,75 | 0,75 | 6,50 | 6,— |
| 13 — | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,3125 | 3,125 | 0,75 | 0,75 | 6,50 | 6,— |
| 14 — | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,3125 | 3,125 | 1,— | 1,— | 6,50 | 6,— |
| 15 — | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,3125 | 3,125 | 0,875 | 1,— | 6,50 | 6,— |
| 16 — | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,3125 | 3,125 | 0,75 | 0,75 | 6,50 | 6,— |
| 17 — | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,3125 | 3,125 | 0,875 | 0,75 | 6,50 | 6,— |
| 19 — | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,3125 | 3,125 | 0,75 | 0,75 | 6,50 | 6,— |
| 20 — | 3,50 | 4,— | 4,50 | 2,3125 | 3,125 | 0,75 | 0,75 | 6,50 | 6,— |

(1) Taux de la Caisse Générale de Reports et de Dépôts.

II. — Taux des dépôts en banque.

| BANQUES | Compte à vue | Compte de quinz. ou à 15 jours de préavis | Compte de dépôts à : | | | | | Caisse Gén. d'Épargne et de Retraite | |
|--|--------------|---|----------------------|-----------|-----------|------------|---------------|--------------------------------------|-----------------------|
| | | | 1 mois | 3 mois | 6 mois | 1 an | 2 ans et plus | jusque 20.000 francs (1) | au delà de 20.000 fr. |
| A. — Au 20 juin 1933 : | | | | | | | | | |
| Société Générale | 1,— | 2,30 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | — | — | — | — |
| Banque de Bruxelles | 1,— | 2,30 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | — | — | — | — |
| Caisse de Reports | 1,— | 2,33 | — | 2,50 | 2,75 | — | — | — | — |
| Algemeene Bankvereniging | 1,— | 2,30 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | — | — | — | — |
| Société Belge de Banque | 1,— | 2,30 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | — | — | — | — |
| Société Nation. de Crédit à l'Ind. | — | — | — | 3,— | 3,25 | 3,75 | 4,— | — | — |
| <i>Caisse Gén. d'Épargne et de Retr.</i> | — | — | — | — | — | — | — | 3,— | 2,— |
| B. — Les derniers mois : | | | | | | | | | |
| 1931 | 1,— | (*) 2,11 | (**) 2,20 | (**) 2,30 | (**) 2,30 | (***) 3,10 | (***) 3,35 | 3,— | 2,— |
| 1932 | 1,— | 2,30 | 2,35 | 2,45 | 2,65 | 3,65 | 3,90 | 3,— | 2,— |
| 1932 | | | | | | | | | |
| Mars | 1,— | 2,28 | 2,30 | 2,40 | 2,65 | 3,50 | 3,75 | 3,— | 2,— |
| Avril | 1,— | 2,37 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | 3,60 | 3,85 | 3,— | 2,— |
| Mai | 1,— | 2,35 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | 3,75 | 4,— | 3,— | 2,— |
| Juin | 1,— | 2,35 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | 3,75 | 4,— | 3,— | 2,— |
| Juillet | 1,— | 2,35 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | 3,75 | 4,— | 3,— | 2,— |
| Août | 1,— | 2,33 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | 3,75 | 4,— | 3,— | 2,— |
| Septembre | 1,— | 2,36 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | 3,75 | 4,— | 3,— | 2,— |
| Octobre | 1,— | 2,35 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | 3,75 | 4,— | 3,— | 2,— |
| Novembre | 1,— | 2,37 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | 3,75 | 4,— | 3,— | 2,— |
| Décembre | 1,— | 2,34 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | 3,75 | 4,— | 3,— | 2,— |
| 1933 | | | | | | | | | |
| Janvier | 1,— | 2,35 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | 3,75 | 4,— | 3,— | 2,— |
| Février | 1,— | 2,33 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | 3,75 | 4,— | 3,— | 2,— |
| Mars | 1,— | 2,33 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | 3,75 | 4,— | 3,— | 2,— |
| Avril | 1,— | 2,33 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | 3,75 | 4,— | 3,— | 2,— |
| Mai | 1,— | 2,32 | 2,40 | 2,50 | 2,75 | 3,75 | 4,— | 3,— | 2,— |

(*) Taux du compte de quinzaine à la Caisse Générale de Reports et de Dépôts (deuxième quinzaine du mois).

(**) Moyenne des taux appliqués dans les cinq premières banques mentionnées ci-dessus.

(***) Moyenne des taux appliqués à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

(1) Suivant décision de la Caisse d'Épargne du 17 novembre dernier, les intérêts pour l'année 1932 ont été relevés de deux dixièmes, pour la partie des dépôts n'excédant pas 20.000 francs.

MARCHE DES CHANGES A BRUXELLES

I. — Cours quotidiens.

| DATES | LONDRES 1 £ = 35 belgas | PARIS 100 fr. = 28,1773 b | NEW-YORK (cable) 1 \$ = 7,19193 b. | AMSTERDAM 100 fl. = 289,086 b. | GENÈVE 100 fr. = 138,77 b. | MADRID 100 P. = 138,77 b. | ITALIE 100 lires = 37,852 b. | STOCKHOLM 100 cr. = 192,736 b. | OSLO 100 cr. = 192,736 b. | COPENHAGUE 100 cr. = 192,736 b. | PRAGUE 100 Ko = 21,3086 b. | MONTREAL 1 \$ = 7,19193 b. | BERLIN 100 M. = 171,321 b | VARSOVIE 100 zl. = 80,68 b. |
|----------------|----------------------------|------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------|------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| 6 juin 1933 .. | 24,265 | 28,25125 | 6,045 | 288,75 | 138,665 | 61,375 | 37,25 | 124,35 | 122,80 | 108,40 | 21,30 | 5,36 | 166,85 | 80,40 |
| 7 — .. | 24,255 | 28,235 | 6,0025 | 288,57 | 138,58 | 61,325 | 37,275 | 124,625 | 123 | 108,30 | 21,40 | 5,39 | 167 | 80,40 |
| 8 — .. | 24,145 | 28,23 | 5,89 | 288,53 | 138,47 | 61,25 | 37,30 | 124,55 | 122,35 | 107,75 | 21,35 | 5,31 | 165,90 | 80,30 |
| 9 — .. | 24,255 | 28,235 | 5,94 | 288,57 | 138,59 | 61,375 | 37,30 | 125,20 | 122,75 | 108,25 | 21,35 | 5,33 | 167,30 | 80,35 |
| 12 — .. | 24,26 | 28,1975 | 5,78625 | 288,06 | 138,27 | 61,275 | 37,37 | 124,80 | 122,75 | 108,30 | 21,38 | 5,24 | 167,33 | 80,275 |
| 13 — .. | 24,205 | 28,1475 | 5,865 | 287,65 | 138,03 | 61,05 | 37,30 | 124,50 | 122,50 | 108,025 | 21,35 | 5,20 | 168,10 | 80,35 |
| 14 — .. | 24,3125 | 28,15 | 5,945 | 287,48 | 138,10 | 61,20 | 37,29 | 125,50 | 122,85 | 108,50 | 21,38 | 5,31 | 168,675 | 80,325 |
| 15 — .. | 24,25 | 28,17125 | 5,95125 | 287,75 | 138,225 | 61,075 | 37,40 | 124,70 | 123 | 108,425 | 21,35 | 5,30 | 169,175 | 80,20 |
| 16 — .. | 24,265 | 28,1625 | 6,0125 | 287,65 | 138,15 | 61,05 | 37,475 | 124,925 | 122,775 | 108,275 | 21,36 | 5,33 | 169,65 | 80,20 |
| 19 — .. | 24,265 | 28,1825 | 5,88 | 287,80 | 138,275 | 60,95 | 37,40 | 124,70 | 122,75 | 108,45 | 21,375 | 5,26 | 169,75 | 80,40 |
| 20 — .. | 24,3075 | 28,1775 | 5,8275 | 287,80 | 138,21 | 60,80 | 37,50 | 125,15 | 122,50 | 108,475 | 21,375 | 5,23 | 169,95 | 80,20 |

N.B. — En raison des dispositions prises en matière de devises en Autriche, en Hongrie et en Lettonie, la cotation des changes sur ces pays est suspendue à la Bourse de Bruxelles.

II. — Change à terme. (Report « R » ou déport « D » exprimés en belgas.)

| DATES | POUR 1 £ | | POUR 100 FR. FR. | | POUR 1 \$ | | POUR 100 FLORINS | |
|---|----------|----------|------------------|----------|-----------|----------|------------------|----------|
| | acheteur | vendeur | acheteur | vendeur | acheteur | vendeur | acheteur | vendeur |
| à 1 mois : | | | | | | | | |
| 6 juin 1933 .. | R 0,0175 | R 0,0250 | pair | R 0,0050 | D 0,028 | D 0,020 | D 1,20 | D 0,80 |
| 7 — .. | R 0,0120 | R 0,0200 | R 0,0050 | R 0,0100 | D 0,020 | D 0,012 | D 0,90 | D 0,60 |
| 8 — .. | R 0,0140 | R 0,0200 | R 0,0025 | R 0,0075 | D 0,024 | D 0,016 | D 1,20 | D 0,80 |
| 9 — .. | R 0,0200 | R 0,0250 | R 0,0075 | R 0,0100 | D 0,016 | D 0,010 | D 1,10 | D 0,90 |
| 10 — .. | R 0,0150 | R 0,0200 | R 0,0050 | R 0,0100 | D 0,020 | D 0,014 | D 1,20 | D 1,— |
| 12 — .. | R 0,0200 | R 0,0260 | R 0,0020 | R 0,0060 | D 0,016 | D 0,010 | D 1,60 | D 1,10 |
| 13 — .. | R 0,0140 | R 0,0200 | R 0,0030 | R 0,0060 | D 0,013 | D 0,010 | D 1,80 | D 1,20 |
| 14 — .. | R 0,0100 | R 0,0175 | R 0,0050 | R 0,0070 | D 0,013 | D 0,010 | D 1,30 | D 0,90 |
| 15 — .. | R 0,0100 | R 0,0150 | pair | R 0,0050 | D 0,012 | D 0,010 | D 1,20 | D 0,80 |
| 16 — .. | R 0,0100 | R 0,0150 | — | R 0,0050 | D 0,010 | D 0,006 | D 1,— | D 0,60 |
| 17 — .. | R 0,0100 | R 0,0150 | R 0,0030 | R 0,0075 | D 0,010 | D 0,008 | D 0,80 | — |
| 19 — .. | R 0,0100 | R 0,0150 | R 0,0025 | R 0,0075 | D 0,012 | D 0,009 | D 0,90 | D 0,60 |
| 20 — .. | R 0,0125 | R 0,0175 | R 0,0025 | R 0,0050 | D 0,014 | D 0,010 | D 0,90 | D 0,60 |
| à 3 mois : | | | | | | | | |
| 6 juin 1933 .. | R 0,0450 | R 0,0550 | R 0,0050 | R 0,0100 | D 0,056 | D 0,040 | D 2,50 | D 2,— |
| 7 — .. | R 0,0400 | R 0,0500 | R 0,0075 | R 0,0125 | D 0,052 | D 0,040 | D 2,30 | D 2,10 |
| 8 — .. | R 0,0400 | R 0,0450 | R 0,0075 | R 0,0125 | D 0,054 | D 0,044 | D 2,30 | D 1,80 |
| 9 — .. | R 0,0400 | R 0,0450 | R 0,0150 | R 0,0200 | D 0,040 | D 0,034 | D 2,40 | D 2,20 |
| 10 — .. | R 0,0400 | R 0,0500 | R 0,0150 | R 0,0200 | D 0,040 | D 0,032 | D 2,50 | D 2,30 |
| 12 — .. | R 0,0500 | R 0,0600 | R 0,0180 | R 0,0220 | D 0,037 | D 0,033 | D 2,70 | D 2,50 |
| 13 — .. | R 0,0360 | R 0,0440 | R 0,0140 | R 0,0220 | D 0,034 | D 0,030 | D 3,80 | D 3,20 |
| 14 — .. | R 0,0300 | R 0,0350 | R 0,0130 | R 0,0170 | D 0,032 | D 0,026 | D 3,40 | D 2,80 |
| 15 — .. | R 0,0400 | R 0,0450 | R 0,0100 | R 0,0150 | D 0,032 | D 0,028 | D 3,— | D 2,60 |
| 16 — .. | R 0,0400 | R 0,0450 | R 0,0150 | R 0,0200 | D 0,028 | D 0,020 | D 2,60 | D 2,— |
| 17 — .. | R 0,0360 | R 0,0400 | R 0,0150 | R 0,0200 | D 0,024 | D 0,020 | D 2,50 | — |
| 19 — .. | R 0,0350 | R 0,0425 | R 0,0135 | R 0,0175 | D 0,034 | D 0,026 | D 3,— | D 2,40 |
| 20 — .. | R 0,0400 | R 0,0450 | R 0,0150 | R 0,0175 | D 0,034 | D 0,030 | D 2,50 | D 2,— |
| Moyennes des cotisations antérieures (à 3 mois) : | | | | | | | | |
| 1931 | D 0,0990 | D 0,1035 | R 0,1823 | R 0,0174 | D 0,0165 | D 0,0143 | D 0,6177 | D 1,0217 |
| 1932 | R 0,0917 | R 0,0948 | R 0,1239 | R 0,1308 | R 0,0027 | R 0,0076 | R 0,6460 | R 0,8430 |
| 1932 Mars | R 0,1820 | R 0,1940 | R 0,1480 | R 0,1580 | R 0,0100 | R 0,0150 | R 0,3170 | R 0,7680 |
| Avril | R 0,0470 | R 0,0500 | R 0,0560 | R 0,0690 | D 0,0190 | D 0,0170 | R 0,0710 | R 0,1450 |
| Mai | R 0,0150 | R 0,0210 | R 0,0250 | R 0,0320 | D 0,0460 | D 0,0390 | R 0,0500 | R 0,1700 |
| Juin | R 0,0010 | R 0,0035 | D 0,0060 | D 0,0010 | D 0,0600 | D 0,0470 | R 0,0580 | R 0,1400 |
| Juillet | R 0,0460 | R 0,0120 | R 0,0440 | R 0,0100 | D 0,0120 | D 0,0160 | R 0,3060 | R 0,0850 |
| Août | R 0,1850 | R 0,1840 | R 0,2000 | R 0,2000 | R 0,0375 | R 0,0410 | R 1,7300 | R 1,8500 |
| Septembre | R 0,2460 | R 0,2540 | R 0,2420 | R 0,2630 | R 0,0510 | R 0,0630 | R 2,4400 | R 2,7800 |
| Octobre | R 0,1111 | R 0,1240 | R 0,1460 | R 0,1590 | R 0,0272 | R 0,0320 | R 1,5400 | R 1,8400 |
| Novembre | R 0,1723 | R 0,1817 | R 0,2049 | R 0,2164 | R 0,0409 | R 0,0452 | R 2,0225 | R 2,2780 |
| Décembre | R 0,2336 | R 0,2440 | R 0,2676 | R 0,2783 | R 0,0575 | R 0,0623 | R 2,8000 | R 3,1080 |
| 1933 Janvier | R 0,1072 | R 0,1142 | R 0,0785 | R 0,0871 | R 0,0111 | R 0,0142 | R 1,2880 | R 1,5610 |
| Février | R 0,0748 | R 0,0805 | R 0,0017 | R 0,0086 | D 0,0150 | D 0,0140 | R 0,9708 | R 1,1477 |
| Mars | R 0,0496 | R 0,0559 | D 0,0441 | D 0,0358 | D 0,0885 | D 0,0667 | D 0,3923 | D 0,2604 |
| Avril | R 0,0247 | R 0,0323 | D 0,0474 | D 0,0386 | D 0,0894 | D 0,0794 | D 0,6364 | D 0,3917 |
| Mai | R 0,0356 | R 0,0430 | D 0,0435 | D 0,0152 | D 0,0515 | D 0,0445 | D 3,8130 | D 3,2640 |

INDICES DES PRIX.

| DATES | INDICES SIMPLES DES PRIX DE DÉTAIL EN BELGIQUE (1) (Base : avril 1914, indice 100) | | | | | | INDICES DU COUT DE LA VIE EN BELGIQUE 3 ^e CATÉGORIE (Base : 1921, ind. 100) | | | |
|-------------|---|---------------|------|-------|-----------------|---------------|---|----------|-----|-----|
| | Anvers | Bruxelles | Gand | Liège | Pour le royaume | | Alimentation | Ensemble | | |
| | | | | | en fr.-nouv. | en fr.-or (2) | | | | |
| 1931 | plus haut | 871 | 893 | 817 | 823 | 846 | 122 | 197 | 217 | |
| | plus bas | 793 | 802 | 734 | 736 | 764 | 110 | 162 | 192 | |
| | moyenne | 824 | 836 | 768 | 774 | 798 | 115 | 177 | 203 | |
| 1932 | plus haut | 784 | 788 | 722 | 720 | 752 | 108 | 163 | 190 | |
| | plus bas | 740 | 740 | 681 | 675 | 706 | 102 | 144 | 178 | |
| | moyenne | 754 | 755 | 692 | 691 | 720 | 104 | 151 | 183 | |
| 1932 | Mars | 760 | 760 | 695 | 695 | 725 | 104 | 149 | 182 | |
| | Avril | 745 | 749 | 686 | 687 | 715 | 103 | 144 | 179 | |
| | Mai | 746 | 748 | 683 | 683 | 712 | 103 | 145 | 179 | |
| | Juin | 743 | 746 | 684 | 677 | 708 | 102 | 144 | 178 | |
| | Juillet | 740 | 740 | 684 | 675 | 708 | 102 | 145 | 179 | |
| | Août | 741 | 741 | 681 | 675 | 706 | 102 | 144 | 178 | |
| | Septembre | 755 | 749 | 691 | 685 | 713 | 103 | 153 | 183 | |
| | Octobre | 757 | 756 | 691 | 693 | 720 | 104 | 159 | 187 | |
| | Novembre | 759 | 758 | 691 | 701 | 726 | 105 | 163 | 190 | |
| | Décembre | 754 | 756 | 688 | 700 | 722 | 104 | 160 | 188 | |
| | 1933 | Janvier | 758 | 757 | 693 | 704 | 724 | 104 | 157 | 186 |
| | | Février | 756 | 755 | 695 | 705 | 722 | 104 | 159 | 187 |
| Mars | | 745 | 747 | 682 | 703 | 715 | 103 | 153 | 183 | |
| Avril | | 741 | 740 | 680 | 695 | 709 | 102 | 150 | 180 | |
| Mai | | 736 | 731 | 670 | 692 | 701 | 101 | 144 | 177 | |

| DATES | INDICES DES PRIX DE GROS | | | | | | | | |
|-------------|--|--|--|---|---|---|-----|-----|----|
| | Belgique (Ministère de l'Industrie et du Travail) Base : avril 1914 | Angleterre (B. of Trade) Base : 1913 | Allemagne (Statistisches Reichsamt) Base : 1913 | Etats-Unis (B. of Labor) Base : 1926 (3) | France (Statistique Générale de la France) Base:juil.1914 | Pays-Bas (Bur. central de Statistique) Base : 1913 | | | |
| | fr.-nouveaux | francs-or (2) | | | | | | | |
| 1931 | plus haut | 661 | 95 | 107 | 115 | 78 | 494 | 105 | |
| | plus bas | 573 | 83 | 99 | 104 | 69 | 413 | 85 | |
| | moyenne | 626 | 90 | 104 | 111 | 73 | 462 | 97 | |
| 1932 | plus haut | 557 | 80 | 106 | 100 | 67 | 427 | 84 | |
| | plus bas | 512 | 74 | 98 | 92 | 63 | 390 | 75 | |
| | moyenne | 532 | 77 | 102 | 96 | 65 | 407 | 79 | |
| 1932 | Mars | 548 | 79 | 105 | 100 | 66 | 427 | 82 | |
| | Avril | 539 | 78 | 102 | 98 | 65 | 425 | 80 | |
| | Mai | 526 | 76 | 101 | 97 | 64 | 421 | 79 | |
| | Juin | 514 | 74 | 98 | 96 | 64 | 408 | 78 | |
| | Juillet | 512 | 74 | 98 | 96 | 64 | 404 | 76 | |
| | Août | 524 | 76 | 99 | 95 | 65 | 394 | 75 | |
| | Septembre | 533 | 77 | 102 | 95 | 65 | 397 | 76 | |
| | Octobre | 529 | 76 | 101 | 94 | 64 | 392 | 77 | |
| | Novembre | 525 | 76 | 101 | 94 | 64 | 391 | 77 | |
| | Décembre | 522 | 75 | 101 | 92 | 63 | 390 | 76 | |
| | 1933 | Janvier | 521 | 75 | 100 | 91 | 61 | 390 | 75 |
| | | Février | 512 | 74 | 99 | 91 | 60 | 390 | 74 |
| Mars | | 504 | 73 | 98 | 91 | 60 | 385 | 72 | |
| Avril | | 501 | 72 | 97 | 91 | | 384 | 71 | |
| Mai | | 502 | 72 | | | | 382 | | |

(1) Indice au 15 de chaque mois
(2) Sur la base du taux de stabilisation.
(3) Nouvel indice pour 784 produits.

LA CONSOMMATION EN BELGIQUE.

| INDICES DES CHIFFRES D'AFFAIRES | | | | | | | | | | | | | | CONSOMMATION DE TABAC | | | | | |
|---|-----------------|-------------|------------------------------|---------|--------------|---------|------------------------|--------------|------------------------------------|-----------|------|----------------------|------|-------------------------------|---------------------------------|----------|-------------|-------------|---|
| Base : moyenne mensuelle de 1927 = 100. | | | | | | | | | | | | | | (fabrication et importation). | | | | | |
| PÉRIODES | Grands magasins | | | | | | Magasins à succursales | | Coopératives et magasins patronaux | | | | | | PÉRIODES | Ciga-res | Ciga-rillos | Ciga-rettes | Tabacs à fumer, priser et mâcher (tonnes) |
| | Vêtements | Ameublement | Articles de ménage et divers | | Alimentation | | Boulangerie | Alimentation | | Vêtements | | (millions de pièces) | | | | | | | |
| | 1931 | 1932 | 1931 | 1932 | 1931 | 1932 | 1931 | 1932 | 1931 | 1932 | 1931 | 1932 | 1931 | 1932 | | | | | |
| Juin | 131 | 110 | 122 | 114 | 168 | 143 | 122 | 111 | 64 | 56 | 114 | 110 | 136 | 119 | Année 1931 | 275 | 335 | 6.839 | 12.691 |
| Juillet | 86 | 68 | 86 | 74 | 135 | 120 | 136 | 119 | 63 | 54 | 125 | 113 | 127 | 107 | Année 1932 | 228 | 321 | 5.982 | 12.703 |
| Août | 71 | 59 | 91 | 72 | 116 | 109 | 123 | 117 | 63 | 51 | 115 | 107 | 120 | 92 | 1931 1 ^{er} trimestre. | 67 | 74 | 1.558 | 2.969 |
| Septembre | 101 | 86 | 120 | 101 | 138 | 125 | 118 | 117 | 58 | 55 | 114 | 112 | 141 | 122 | 2 ^e trimestre . | 66 | 80 | 2.029 | 3.087 |
| Octobre | 116 | 109 | 126 | 102 | 125 | 117 | 124 | 118 | 63 | 59 | 129 | 122 | 172 | 142 | 3 ^e trimestre . | 68 | 90 | 1.931 | 3.087 |
| Novembre | 85 | 79 | 88 | 88 | 147 | 156 | 126 | 117 | 58 | 57 | 115 | 115 | 137 | 127 | 4 ^e trimestre . | 74 | 90 | 1.320 | 3.548 |
| Décembre | 105 | 99 | 136 | 148 | 208 | 230 | 135 | 123 | 59 | 57 | 132 | 139 | 144 | 138 | 1932 1 ^{er} trimestre. | 58 | 82 | 1.249 | 2.969 |
| | 1932 | 1933 | 1932 | 1933 | 1932 | 1933 | 1932 | 1933 | 1932 | 1933 | 1932 | 1933 | 1932 | 1933 | 2 ^e trimestre . | 49 | 70 | 1.649 | 3.194 |
| Janvier | 78 | 70 | 104 | 97 | 121 | 108 | 117 | 120 | 55 | 58 | 120 | 132 | 145 | 135 | 3 ^e trimestre . | 51 | 81 | 1.710 | 3.216 |
| Février | 73 | 64 | 90 | 86 | 123 | 133 | 110 | 98 | 55 | 53 | 114 | 113 | 118 | 111 | 4 ^e trimestre . | 70 | 88 | 1.374 | 3.323 |
| Mars | 101 | 103 | 101 | 105 | 120 | 124 | 120 | 114 | 56 | 60 | 119 | 118 | 149 | 136 | 1933 1 ^{er} trimestre. | 68 | 91 | 1.425 | 3.429 |
| Avril | 109 | (1) 109 | 101 | (1) 105 | 114 | (1) 114 | 114 | 117 | 58 | 55 | 116 | 118 | 139 | 145 | | | | | |
| Mai | 105 | (1) 105 | 91 | (1) 107 | 109 | (1) 114 | 112 | 118 | 55 | | 109 | | 131 | | | | | | |

(1) Indices provisoires.

ABATAGES DANS LES PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS.

| PÉRIODES | Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses) | | Chevaux | | Veaux | | Porcs, porcelets | | Moutons, agneaux, chèvres | | | | | | |
|------------------------------|---|-------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | Ancienne statistique (6 abattoirs) | Nouvelle statistique (13 abattoirs) | Ancienne statistique (6 abattoirs) | Nouvelle statistique (13 abattoirs) | Ancienne statistique (6 abattoirs) | Nouvelle statistique (13 abattoirs) | Ancienne statistique (6 abattoirs) | Nouvelle statistique (13 abattoirs) | Ancienne statistique (6 abattoirs) | Nouvelle statistique (13 abattoirs) | | | | | |
| | (Nombre de bêtes abattues) | | | | | | | | | | | | | | |
| 1931 Moyenne mensuelle | 8.578 | 10.636 | 809 | 862 | 9.385 | 11.636 | 22.863 | 27.837 | 6.010 | 6.546 | | | | | |
| 1932 Moyenne mensuelle | 11.938 | 14.589 | 792 | 833 | 10.430 | 13.062 | 20.081 | 24.926 | 5.039 | 5.594 | | | | | |
| 1932 Mars | 12.653 | 143.214 (*) | 787 | 7.664 (*) | 11.760 | 134.028 (*) | 21.808 | 253.871 (*) | 5.738 | 45.337 (*) | | | | | |
| Avril | 11.564 | | 609 | | 11.119 | | 18.671 | | 3.204 | | | | | | |
| Mai | 10.282 | | 502 | | 12.018 | | 22.025 | | 2.197 | | | | | | |
| Juin | 12.946 | | 561 | | 13.755 | | 24.455 | | 2.064 | | | | | | |
| Juillet | 10.733 | | 550 | | 10.534 | | 18.145 | | 1.731 | | | | | | |
| Août | 12.846 | | 605 | | 12.050 | | 20.915 | | 1.840 | | | | | | |
| Septembre | 13.455 | | 910 | | 10.314 | | 20.551 | | 3.460 | | | | | | |
| Octobre | 13.249 | | 1.078 | | 8.462 | | 19.316 | | 6.778 | | | | | | |
| Novembre | 14.400 | | 17.290 | | 1.040 | | 1.091 | | 10.076 | | 11.935 | 20.152 | 25.101 | 11.039 | 12.448 |
| Décembre | 11.930 | | 14.563 | | 1.170 | | 1.247 | | 8.855 | | 10.781 | 15.629 | 20.142 | 8.231 | 9.340 |
| 1933 Janvier | 12.940 | 15.826 | 952 | 1.022 | 8.639 | 11.415 | 14.985 | 19.750 | 7.087 | 8.027 | | | | | |
| Février | 11.356 | 13.752 | 899 | 957 | 8.840 | 12.291 | 13.001 | 16.996 | 4.224 | 4.697 | | | | | |
| Mars | 13.083 | 15.580 | 951 | 1.001 | 12.230 | 15.928 | 15.982 | 19.959 | 3.384 | 3.568 | | | | | |
| Avril | 11.107 | 13.475 | 756 | 793 | 10.511 | 13.561 | 15.385 | 19.197 | 2.795 | 2.958 | | | | | |
| Mai | 13.116 | 15.865 | 724 | 767 | 13.320 | 16.218 | 18.783 | 23.379 | 2.365 | 2.465 | | | | | |

(*) Chiffres pour les dix premiers mois de 1932.

STATISTIQUE DU CHOMAGE EN BELGIQUE (1).

| MOIS | ASSURÉS EN ÉTAT DE CHÔMAGE AU DERNIER JOUR OUVRABLE DU MOIS | | | | | | | | TOTAL DES JOURNÉES PERDUES | | | |
|-----------------|--|----------------------|-----------------|----------------------|---------------------------|----------------------|-----------------|----------------------|----------------------------|-------|------|------|
| | Chiffres absolus | | | | Moyenne pour cent assurés | | | | A | | B | |
| | Chômage complet | Chômage intermittent | Chômage complet | Chômage intermittent | Chômage complet | Chômage intermittent | Chômage complet | Chômage intermittent | | | | |
| | 1931 | 1932 | 1931 | 1932 | 1931 | 1932 | 1931 | 1932 | 1931 | 1932 | 1931 | 1932 |
| Mai | 56.250 | 160.700 | 97.755 | 191.084 | 7,9 | 18,9 | 13,8 | 22,5 | 650 | 1.300 | 10,8 | 22,5 |
| Juin | 64.014 | 157.432 | 103.273 | 183.894 | 9,0 | 18,7 | 14,5 | 21,8 | 672 | 1.432 | 11,2 | 23,4 |
| Juillet | 64.754 | 169.411 | 117.404 | 174.646 | 9,0 | 19,6 | 16,4 | 20,3 | 775 | 1.437 | 12,9 | 24,0 |
| Août | 70.873 | 167.212 | 120.842 | 170.081 | 9,9 | 19,5 | 16,8 | 19,9 | 730 | 1.410 | 12,5 | 23,5 |
| Septembre | 75.222 | 163.048 | 121.674 | 168.120 | 10,2 | 18,3 | 16,5 | 18,9 | 810 | 1.387 | 13,5 | 23,1 |
| Octobre | 81.318 | 157.525 | 126.060 | 161.155 | 11,1 | 17,5 | 17,2 | 17,9 | 900 | 1.224 | 14,7 | 20,4 |
| Novembre | 97.807 | 157.206 | 140.776 | 145.547 | 12,6 | 17,5 | 18,1 | 16,2 | 940 | 1.238 | 15,1 | 20,6 |
| Décembre | 129.380 | 171.028 | 164.099 | 155.669 | 17,0 | 18,6 | 21,5 | 16,9 | 1.223 | 1.337 | 21,3 | 22,4 |
| | 1932 | 1933 | 1932 | 1933 | 1932 | 1933 | 1932 | 1933 | 1932 | 1933 | 1932 | 1933 |
| Janvier | 153.925 | 207.136 | 179.560 | 196.237 | 20,0 | 22,1 | 23,2 | 20,9 | 1.484 | 1.488 | 24,7 | 24,8 |
| Février | 168.676 | 201.305 | 194.509 | 185.052 | 21,0 | 21,0 | 24,3 | 19,3 | 1.514 | 1.593 | 25,2 | 26,5 |
| Mars | 158.016 | 195.715 | 191.742 | 186.942 | 19,3 | 20,1 | 23,4 | 19,2 | 1.515 | 1.445 | 25,2 | 24,1 |
| Avril | 153.441 | 180.143 | 187.095 | 187.222 | 18,7 | 18,2 | 22,8 | 18,8 | 1.467 | 1.355 | 24,4 | 24,1 |

(A) Par mille assurés et par semaine.

(B) En pour cent de l'ensemble des journées qu'auraient pu fournir les assurés.

(1) Statistique du ministère de l'Industrie et du Travail, publiée par la *Revue du Travail*

ACTIVITE DE LA CONSTRUCTION.

| PÉRIODES | Nombre d'autorisations de bâtir délivrées dans l'agglomération bruxelloise, à Anvers, Gand et Liège (ancienne statistique) | | | Nombre d'autorisations de bâtir délivrées dans les agglomérations urbaines du pays (53 agglomérations - 114 communes) | | |
|--------------------|---|--|---------|--|--|-----------|
| | Constructions | Reconstructions et transformations | Total | Constructions | Reconstructions et transformations | Total |
| Année 1931 | 3.191 | 9.012 | 12.203 | 10.595 | 17.910 | 28.505 |
| Année 1932 | 3.544 | 7.670 | 11.214 | 12.785 | 15.644 | 28.429 |
| 1932 Mars | 351 | 700 | 1.051 | — | — | — |
| Avril | 363 | 680 | 1.043 | — | — | — |
| Mai | 402 | 673 | 1.075 | — | — | — |
| Juin | 268 | 748 | 1.016 | — | — | — |
| Juillet | 304 | 658 | 962 | — | — | — |
| Août | 256 | 667 | 923 | — | — | — |
| Septembre | 309 | 611 | 920 | — | — | — |
| Octobre | 256 | 644 | 900 | — | — | — |
| Novembre | 222 | 642 | 864 | 932 | 1.287 | 2.219 |
| Décembre | 244 | 560 | 804 | 817 | 1.225 | 2.042 |
| 1933 Janvier | 230 | 551 | 781 | 906 | 1.101 | 2.007 |
| Février | 305 | 526 | 831 | 1.043 | 1.207 | 2.250 |
| Mars | 354 | 776 | 1.130 | 1.454 | 1.724 | 3.178 |
| Avril | 305 (2) | 634 (2) | 939 (2) | 1.064 (1) | 1.627 (1) | 2.691 (1) |
| Mai | 335 | 732 | 1.067 | — | — | — |

(1) Chiffres provisoires.

(2) Molenbeek-Saint-Jean manque.

**DECLARATIONS DE FAILLITE
ET HOMOLOGATIONS DE CONCORDATS PREVENTIFS A LA FAILLITE
PUBLIEES AU MONITEUR DU COMMERCE BELGE.**

| PÉRIODES (13 semaines) | Nombre de faillites | | | Nombre de concordats homologués | | |
|---------------------------|---------------------|-------|------|---------------------------------|------|------|
| | 1931 | 1932 | 1933 | 1931 | 1932 | 1933 |
| Première période | 222 | 285 | 344 | 79 | 54 | 68 |
| Deuxième période | 174 | 306 | — | 48 | 110 | — |
| Troisième période | 158 | 251 | — | 43 | 116 | — |
| Quatrième période | 298 | 311 | — | 41 | 81 | — |
| Total pour l'année | 852 | 1.153 | — | 211 | 361 | — |

ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES.

I. — Recettes et dépenses d'exploitation (millions de francs)

| PÉRIODES | RECETTES | | | | DÉPENSES | EXCÉDENT | COEFFICIENT D'EXPLOITATION |
|----------------------------------|-----------|--------------|-----------------------------|----------|----------|----------|-------------------------------|
| | Voyageurs | Marchandises | Produits extraordinaires | Ensemble | | | |
| 1931 Moyenne mensuelle | 72,2 | 179,8 | 5,6 | 257,6 | 252,0 | 5,6 | 97,84 |
| 1932 Moyenne mensuelle | 62,3 | 137,8 | 4,3 | 204,4 | 218,4 | -14,0 | 106,87 |
| 1932 Mars | 60,3 | 142,5 | 3,9 | 206,7 | 235,2 | -28,5 | 113,78 |
| Avril | 54,9 | 143,3 | 4,2 | 202,4 | 223,4 | -21,0 | 110,37 |
| Mai | 65,1 | 127,9 | 4,0 | 197,0 | 217,0 | -20,0 | 110,14 |
| Juin | 56,9 | 131,1 | 3,7 | 191,8 | 213,2 | -21,4 | 111,17 |
| Juillet | 70,9 | 112,5 | 4,4 | 187,8 | 211,1 | -23,3 | 112,38 |
| Août | 79,4 | 127,2 | 3,7 | 210,3 | 212,4 | -2,1 | 101,02 |
| Septembre | 75,7 | 141,4 | 4,1 | 221,2 | 212,7 | 8,5 | 96,14 |
| Octobre | 65,4 | 153,8 | 4,6 | 223,8 | 211,3 | 12,5 | 94,43 |
| Novembre | 52,5 | 151,4 | 3,9 | 207,8 | 207,2 | 0,6 | 99,72 |
| Décembre | 57,0 | 142,2 | 5,0 | 204,2 | 202,8 | 1,4 | 99,30 |
| 1933 Janvier | 54,7 | 125,9 | 6,3 | 186,9 | 209,3 | -22,4 | 111,96 |
| Février | 46,1 | 119,5 | 3,8 | 169,4 | 202,1 | -32,7 | 119,28 |
| Mars | 49,8 | 138,6 | 3,9 | 192,3 | 208,8 | -16,5 | 108,61 |
| Avril | 65,4 | 122,8 | 3,9 | 192,0 | 198,0 | -6,0 | 103,12 |
| Mai (chiffres provisoires) | 55,1 | 131,4 | 3,3 | 189,8 | 200,0 | -10,2 | 105,37 |

II. — Nombre de wagons fournis à l'industrie.

- A) Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations belges, y compris ceux pour le transport de houille, coke et briquettes;
 B) Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes;
 C) Nombre de wagons chargés en provenance des réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

| PÉRIODES | A | | B | C | | A + C | |
|------------------------------|----------------------|--|---------|----------------------|--|----------------------|--|
| | wagons ch. de fer | wagons ch. de fer et particuliers | | wagons ch. de fer | wagons ch. de fer et particuliers | wagons ch. de fer | wagons ch. de fer et particuliers |
| 1931 Moyenne mensuelle | 430.855 | — | 112.994 | 125.609 | — | 556.464 | — |
| 1932 Moyenne mensuelle | 362.280 | — | 97.727 | 91.229 | — | 453.509 | — |
| 1932 Mars | 375.369 | — | 101.280 | 98.635 | — | 474.004 | — |
| Avril | 363.775 | — | 92.937 | 97.655 | — | 461.430 | — |
| Mai | 330.620 | — | 86.062 | 89.155 | — | 419.775 | — |
| Juin | 349.167 | — | 84.380 | 88.399 | — | 437.566 | — |
| Juillet | 296.984 | — | 61.990 | 80.045 | — | 377.029 | — |
| Août | 326.357 | — | 79.920 | 81.214 | — | 407.571 | — |
| Septembre | 367.418 | — | 105.556 | 93.840 | — | 461.258 | — |
| Octobre | 408.115 | — | 119.013 | 96.006 | — | 504.121 | — |
| Novembre | 421.341 | — | 120.387 | 88.421 | — | 509.762 | — |
| Décembre | 402.214 | — | 122.742 | 92.437 | — | 494.651 | — |
| 1933 Janvier | 345.280 | 351.881 | 108.826 | 79.911 | 88.639 | 425.191 | 440.520 |
| Février | 321.272 | 327.862 | 97.168 | 79.965 | 88.612 | 401.237 | 416.474 |
| Mars | 376.381 | 383.969 | 98.387 | 89.363 | 98.328 | 465.744 | 482.297 |
| Avril | 328.490 | 335.342 | 86.550 | 78.825 | 87.206 | 407.315 | 422.548 |
| Mai | 349.366 | 357.278 | 90.312 | 88.502 | 97.384 | 437.868 | 454.662 |

III. — Statistique du trafic.

1° Trafic général.

| PÉRIODES | VOYAGEURS | | MARCHANDISES | | | | |
|------------------------------|----------------------|-----------------------------|------------------------------|---------------------------|----------------------|---------|-------|
| | Nombre (milliers) | Voyageurs-km. (millions) | Tonnes totales (milliers) | Tonnes-km. (millions) (*) | | | |
| | | | | Service intérieur | Service internat. | Transit | Total |
| 1931 Moyenne mensuelle | 18.518 | 484 | 5.794 | 172 | 214 | 117 | 502 |
| 1932 Moyenne mensuelle | 15.185 | 420 | 4.633 | 147 | 153 | 78 | 378 |
| 1932 Janvier | 15.858 | 409 | 4.604 | 132 | 175 | 77 | 384 |
| Février | 14.885 | 388 | 4.619 | 136 | 170 | 82 | 383 |
| Mars | 15.770 | 429 | 4.712 | 149 | 166 | 71 | 386 |
| Avril | 14.558 | 393 | 4.617 | 140 | 166 | 79 | 385 |
| Mai | 16.284 | 451 | 4.234 | 122 | 153 | 72 | 347 |
| Juin | 14.880 | 413 | 4.422 | 129 | 155 | 77 | 361 |
| Juillet | 14.601 | 438 | 3.653 | 118 | 126 | 75 | 319 |
| Août | 15.475 | 482 | 4.054 | 143 | 131 | 78 | 352 |
| Septembre | 15.441 | 441 | 4.640 | 159 | 139 | 78 | 376 |
| Octobre | 15.421 | 418 | 5.251 | 180 | 147 | 84 | 411 |
| Novembre | 14.388 | 380 | 5.563 | 182 | 149 | 80 | 411 |
| Décembre | 14.661 | 393 | 5.228 | 170 | 154 | 90 | 414 |
| 1933 Janvier | 15.244 | 396 | 4.438 | 137 | 150 | 82 | 369 |
| Février | 13.578 | 357 | 4.202 | 128 | 141 | 80 | 349 |
| Mars | 14.845 | 391 | 4.851 | 152 | 154 | 84 | 390 |
| Avril | | | 4.308 | | | | 348 |

(*) Le trafic est réparti d'après les frontières du pays.

2° Transports de marchandises en service intérieur du réseau.

| PÉRIODES | Nombre de tonnes (milliers) | | | | | | | | | | |
|------------------------|---------------------------------------|--------------|----------|-------------------------|---|--|-------------------------------------|---|---|--------|--------|
| | Produits agricoles et alimentaires | Combustibles | Minerais | Produits métallurgiques | Matériaux de construction, verres et glaces | Produits de carrières sables, silex et terres | Textiles, tanneries et vêtements | Produits chimiques et pharmaceutiques | Graisses et huiles industrielles, pétroles, brais et goudrons | Divers | TOTAUX |
| 1931 Moyenne mensuelle | 354 | 1.135 | 33 | 240 | 402 | 502 | 25 | 117 | 45 | 221 | 3.075 |
| 1932 Moyenne mensuelle | 332 | 1.111 | 15 | 190 | 300 | 360 | 18 | 107 | 40 | 169 | 2.642 |
| 1932 Janvier | 274 | 1.088 | 17 | 186 | 276 | 306 | 19 | 118 | 46 | 187 | 2.517 |
| Février | 234 | 1.128 | 17 | 212 | 286 | 275 | 21 | 156 | 47 | 184 | 2.560 |
| Mars | 243 | 1.112 | 12 | 188 | 302 | 349 | 22 | 166 | 51 | 186 | 2.631 |
| Avril | 228 | 1.036 | 11 | 220 | 319 | 399 | 20 | 129 | 47 | 170 | 2.579 |
| Mai | 192 | 928 | 16 | 193 | 308 | 380 | 16 | 85 | 40 | 157 | 2.315 |
| Juin | 196 | 920 | 13 | 214 | 347 | 441 | 16 | 81 | 36 | 174 | 2.438 |
| Juillet | 205 | 709 | 14 | 128 | 261 | 388 | 13 | 72 | 28 | 128 | 1.946 |
| Août | 203 | 957 | 14 | 177 | 257 | 373 | 17 | 90 | 33 | 144 | 2.265 |
| Septembre | 219 | 1.241 | 10 | 190 | 316 | 386 | 20 | 86 | 36 | 183 | 2.687 |
| Octobre | 600 | 1.395 | 19 | 197 | 317 | 339 | 15 | 86 | 38 | 166 | 3.172 |
| Novembre | 927 | 1.403 | 18 | 184 | 320 | 338 | 15 | 93 | 39 | 164 | 3.501 |
| Décembre | 466 | 1.411 | 21 | 196 | 294 | 343 | 17 | 116 | 43 | 182 | 3.089 |
| 1933 Janvier | 152 | 1.167 | 4 | 92 | 159 | 208 | 8 | 61 | 20 | 145 | 2.016 |
| Février | 137 | 1.042 | 4 | 78 | 151 | 209 | 8 | 59 | 16 | 142 | 1.846 |
| Mars | 168 | 1.054 | 6 | 94 | 236 | 357 | 8 | 107 | 22 | 201 | 2.253 |

MOUVEMENT DU PORT D'ANVERS (1)

| PÉRIODES | NAVIGATION MARITIME | | | | | | NAVIGATION FLUVIALE | | | | | |
|--------------------------|---------------------|---------------------------------------|---|-------------------|----------|---|---------------------|-------------------------------|---|-------------------|-------------------------------|---|
| | ENTRÉES | | | SORTIES | | | ENTRÉES | | | SORTIES | | |
| | Nombre de navires | Tonnage (milliers de tonnes de jauge) | Marchandises (milliers de tonnes métriques) | Nombre de navires | | Marchandises (milliers de tonnes métriques) | Nombre de bateaux | Capacité (milliers de stères) | Marchandises (milliers de tonnes métriques) | Nombre de bateaux | Capacité (milliers de stères) | Marchandises (milliers de tonnes métriques) |
| | | | | chargées | sur lest | | | | | | | |
| 1931 Moyenne mensuelle.. | 880 | 1.866 | 878 | 746 | 130 | 857 | 3.810 | 1.163 | 367 | 3.724 | 1.103 | 231 |
| 1932 Moyenne mensuelle.. | 784 | 1.639 | 780 | 651 | 133 | 672 | 3.618 | 1.084 | 267 | 3.621 | 1.069 | 247 |
| 1932 Mars | 751 | 1.577 | 649 | 631 | 123 | 642 | 3.564 | 1.110 | 272 | 3.645 | 1.086 | 218 |
| Avril | 735 | 1.595 | 736 | 641 | 121 | 707 | 3.653 | 1.096 | 238 | 3.667 | 1.173 | 238 |
| Mai | 769 | 1.636 | 737 | 607 | 118 | 614 | 3.466 | 1.008 | 238 | 3.508 | 1.044 | 247 |
| Juin | 747 | 1.611 | 787 | 621 | 126 | 675 | 3.445 | 1.046 | 261 | 3.789 | 1.085 | 264 |
| Juillet | 783 | 1.614 | 781 | 638 | 127 | 597 | 3.787 | 1.063 | 226 | 3.729 | 1.021 | 232 |
| Août | 784 | 1.669 | 728 | 676 | 119 | 585 | 3.635 | 1.019 | 280 | 3.600 | 1.014 | 238 |
| Septembre | 768 | 1.506 | 687 | 655 | 123 | 689 | 3.664 | 1.113 | 281 | 3.684 | 1.076 | 241 |
| Octobre | 824 | 1.724 | 825 | 670 | 148 | 712 | 3.725 | 1.195 | 323 | 3.612 | 1.123 | 225 |
| Novembre | 802 | 1.649 | 910 | 650 | 149 | 765 | 3.528 | 1.090 | 303 | 3.554 | 1.114 | 305 |
| Décembre | 840 | 1.777 | 977 | 682 | 184 | 721 | 3.807 | 1.160 | 310 | 3.723 | 1.126 | 278 |
| 1933 Janvier | 784 | 1.686 | 825 | 638 | 142 | 698 | 3.341 | 1.054 | 264 | 3.012 | 931 | 234 |
| Février | 717 | 1.545 | 761 | 596 | 111 | 753 | 3.300 | 1.019 | 285 | 3.320 | 1.043 | 209 |
| Mars | 806 | 1.683 | 824 | 703 | 107 | 780 | 3.751 | 1.182 | 299 | 3.796 | 1.187 | 231 |
| Avril | 783 | 1.664 | 735 | 674 | 110 | 775 | 3.449 | 1.070 | 307 | 3.345 | 1.012 | 226 |
| Mai | 857 | 1.704 | | 706 | 159 | | 3.537 | 1.072 | | 3.517 | 1.078 | |

(1) Chiffres communiqués par le capitaine du port d'Anvers

MOUVEMENT DU PORT DE GAND.

| PÉRIODES | NAVIGATION MARITIME | | | | | | NAVIGATION FLUVIALE | |
|-------------------------|---------------------|---------------------------------------|---|-------------------|---------------------------------------|---|---|---------|
| | ENTRÉES | | | SORTIES | | | MARCHANDISES (milliers de tonnes métriques) | |
| | Nombre de navires | Tonnage (milliers de tonnes de jauge) | Marchandises (milliers de tonnes métriques) | Nombre de navires | Tonnage (milliers de tonnes de jauge) | Marchandises (milliers de tonnes métriques) | Entrées | Sorties |
| 1931 Moyenne mensuelle. | 212 | 214 | 205 | 213 | 217 | 158 | 227 | 115 |
| 1932 Moyenne mensuelle. | 176 | 178 | 180 | 177 | 179 | 110 | 152 | 108 |
| 1932 Mars | 200 | 181 | 209 | 190 | 173 | 114 | 150 | 97 |
| Avril | 185 | 172 | 153 | 195 | 177 | 109 | 157 | 85 |
| Mai | 145 | 147 | 183 | 143 | 155 | 96 | 129 | 103 |
| Juin | 154 | 164 | 166 | 153 | 158 | 101 | 143 | 138 |
| Juillet | 158 | 170 | 206 | 153 | 166 | 77 | 111 | 96 |
| Août | 169 | 191 | 102 | 172 | 197 | 106 | 152 | 95 |
| Septembre | 160 | 170 | 235 | 158 | 165 | 96 | 162 | 106 |
| Octobre | 185 | 207 | 213 | 179 | 199 | 156 | 162 | 118 |
| Novembre | 155 | 153 | 200 | 168 | 173 | 91 | 157 | 138 |
| Décembre | 172 | 185 | 193 | 172 | 184 | 62 | 184 | 107 |
| 1933 Janvier | 165 | 193 | 209 | 161 | 182 | 59 | 92 | 80 |
| Février | 164 | 179 | 211 | 161 | 176 | 81 | 150 | 164 |
| Mars | 163 | 153 | 155 | 166 | 151 | 93 | 166 | 131 |
| Avril | 133 | 126 | 141 | 131 | 125 | 52 | 131 | 186 |
| Mai | 147 | 168 | | 145 | 171 | | | |

ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION EN BELGIQUE

| PÉRIODES | CHAMBRES DE COMPENSATION | | | | | CAISSE DE LIQUIDATION DE LA BOURSE DE BRUXELLES | | | |
|------------------------------|---|--|---|--|---|---|---|---|---|
| | BRUXELLES ET PROVINCE | | | BRUXELLES | | COMPTANT | | TERME | |
| | Nombre de chambres à la fin de la période | Nombre de pièces compensées (milliers) | Capitaux compensés (millions de francs) | Nombre de pièces compensées (milliers) | Capitaux compensés (millions de francs) | Nombre de séances | Nombre de participants à la fin de la période | Montant des liquidations (millions de francs) (1) | Montant des liquidations (millions de francs) (1) |
| 1931 Moyenne mensuelle | 38 (2) | 365 | 31.116 | 162 | 21.391 | 21 | 250 (2) | 449 | 99 |
| 1932 Moyenne mensuelle | 38 (2) | 345 | 24.412 | 162 | 16.870 | 20 | 250 (2) | 340 | 73 |
| 1932 Mars | 38 | 353 | 29.758 | 167 | 20.546 | 21 | 250 | 438 | 152 |
| Avril | 38 | 360 | 24.774 | 168 | 16.866 | 21 | 250 | 285 | 72 |
| Mai | 38 | 338 | 22.034 | 160 | 15.101 | 19 | 250 | 273 | 39 |
| Juin | 38 | 339 | 21.763 | 159 | 14.611 | 22 | 250 | 290 | 39 |
| Juillet | 38 | 331 | 24.463 | 166 | 17.315 | 18 | 250 | 239 | 55 |
| Août | 38 | 330 | 23.126 | 155 | 16.237 | 22 | 250 | 369 | 61 |
| Septembre | 38 | 327 | 23.418 | 163 | 16.478 | 22 | 250 | 538 | 100 |
| Octobre | 38 | 345 | 24.656 | 161 | 17.516 | 20 | 250 | 285 | 82 |
| Novembre | 38 | 337 | 21.080 | 157 | 14.291 | 20 | 250 | 264 | 59 |
| Décembre | 38 | 368 | 26.136 | 173 | 18.250 | 21 | 250 | 354 | 82 |
| 1933 Janvier | 38 | 355 | 24.979 | 171 | 18.041 | 21 | 250 | 379 | 83 |
| Février | 38 | 321 | 20.422 | 154 | 14.526 | 19 | 250 | 288 | 71 |
| Mars | 38 | 348 | 22.732 | 166 | 15.468 | 23 | 250 | 321 | 55 |
| Avril | 38 | 317 | 20.399 | 160 | 14.482 | 18 | 250 | 275 | 47 |
| Mai | 38 | 351 | 20.752 | 167 | 14.607 | 20 | 250 | 478 | 77 |

(1) Dans ce montant, les achats ou les ventes ne sont comptés qu'une seule fois.

(2) Au 31 décembre.

MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX EN BELGIQUE.

(millions de francs)

| PÉRIODES | Nombre de comptes à la fin de la période | Avoir global (moyenne journalière) | CRÉDITS | | DÉBITS | | Mouvement général | Pourcentage des opérations sans emploi de numéraire |
|------------------------|--|------------------------------------|------------|-----------|-------------------|-----------|-------------------|---|
| | | | Versements | Virements | Chèques et divers | Virements | | |
| 1931 Moyenne mensuelle | (*) 296.777 | 2.179 | 3.859 | 9.018 | 3.826 | 9.026 | 25.730 | 86,6 |
| 1932 Moyenne mensuelle | (*) 313.978 | 2.360 | 3.528 | 8.188 | 3.484 | 8.197 | 23.396 | 86,2 |
| 1932 Mars | 303.161 | 2.382 | 3.935 | 9.080 | 3.778 | 9.088 | 25.881 | 86,6 |
| Avril | 304.225 | 2.350 | 3.761 | 8.833 | 3.857 | 8.841 | 25.293 | 85,7 |
| Mai | 305.739 | 2.323 | 3.123 | 7.690 | 3.203 | 7.693 | 21.710 | 86,2 |
| Juin | 307.266 | 2.325 | 3.205 | 7.740 | 3.156 | 7.747 | 21.848 | 86,3 |
| Juillet | 308.210 | 2.431 | 3.479 | 8.077 | 3.359 | 8.089 | 23.004 | 86,2 |
| Août | 309.096 | 2.281 | 3.065 | 7.514 | 3.236 | 7.521 | 21.336 | 86,3 |
| Septembre | 310.293 | 2.197 | 2.987 | 6.964 | 2.962 | 6.979 | 19.893 | 85,5 |
| Octobre | 311.798 | 2.316 | 3.801 | 8.118 | 3.608 | 8.136 | 23.663 | 85,6 |
| Novembre | 313.380 | 2.410 | 3.259 | 7.863 | 3.348 | 7.871 | 22.342 | 86,2 |
| Décembre | 313.978 | 2.464 | 4.196 | 8.711 | 3.539 | 8.722 | 25.166 | 86,6 |
| 1933 Janvier | 315.680 | 2.474 | 3.880 | 9.339 | 4.339 | 9.357 | 26.915 | 86,1 |
| Février | 315.082 | 2.534 | 3.201 | 7.988 | 3.207 | 7.997 | 22.392 | 86,9 |
| Mars | 316.559 | 2.576 | 3.426 | 8.267 | 3.243 | 8.274 | 23.209 | 86,7 |
| Avril | 318.109 | 2.630 | 3.559 | 8.163 | 3.581 | 8.171 | 23.474 | 85,5 |
| Mai | 319.836 | 2.607 | 3.300 | 8.438 | 3.475 | 8.446 | 23.658 | 87,1 |

(*) Au 31 décembre.

CAISSE GENERALE D'EPARGNE (sous la garantie de l'Etat).

Dépôts sur livrets (particuliers exclusivement) (1).

(Milliers de francs.)

| PÉRIODES | Versements | Remboursements | Excédents | Solde des dépôts à la fin de la période (2) | Nombre de livrets à fin d'année |
|--------------------|-------------|----------------|--------------|---|---------------------------------|
| Année 1931 | 3.170.650 | 1.949.576 | 1.221.074 | 9.114.550 | 5.126.978 |
| Année 1932 | 2.816.527 | 2.438.236 | 378.291 | 9.812.621 | |
| 1932 Mars | 227.964 | 242.754 | — 14.790 (4) | 9.347.058 | |
| Avril | 273.677 | 183.520 | 90.157 | 9.437.215 | |
| Mai | 246.169 | 184.731 | 61.438 | 9.498.653 | |
| Juin | 218.483 | 192.765 | 25.718 | 9.524.371 | |
| Juillet | 218.899 | 203.756 | 15.143 | 9.539.514 | |
| Août | 175.648 | 221.414 | — 45.766 | 9.493.748 | |
| Septembre | 178.717 | 211.183 | — 32.466 | 9.461.282 | |
| Octobre | 208.163 | 192.318 | 15.845 | 9.477.127 | |
| Novembre | 173.809 | 190.036 | — 16.226 | 9.460.901 | |
| Décembre | 255.359 | 223.419 | 31.940 | 9.812.621 | |
| 1933 Janvier | 292.799 (3) | 202.345 (3) | 90.454 (3) | 9.903.075 (3) | |
| Février | 198.753 (3) | 175.721 (3) | 23.032 (3) | 9.926.107 (3) | |
| Mars | 193.966 (3) | 225.166 (3) | — 31.200 (3) | 9.894.907 (3) | |
| Avril | 200.249 (3) | 224.830 (3) | — 24.581 (3) | 9.870.326 (3) | |
| Mai | 209.155 (3) | 258.121 (3) | — 48.966 (3) | 9.821.360 (3) | |

- (1) Les chiffres du présent tableau ne donnent que les mouvements de l'épargne pure.
 (2) Les soldes des années 1931 et 1932 et celui de décembre 1932 comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.
 (3) Chiffres approximatifs provisoires.
 (4) Retraits pour souscription à l'emprunt 5 p. c. à lots.

**RAPPORT DES EFFETS IMPAYES AUX EFFETS PRESENTES A L'ENCAISSEMENT
PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE.**

| PÉRIODES | NOMBRE DES | | | MONTANT DES | | |
|--------------------|------------------|----------------|------|------------------|----------------|------|
| | Effets présentés | Effets impayés | % | Effets présentés | Effets impayés | % |
| Année 1931 | 1.467.857 | 117.133 | 7,98 | 7.459.992 | 310.996 | 4,17 |
| Année 1932 | 1.486.550 | 130.809 | 8,80 | 10.244.132 | 294.215 | 2,87 |
| 1932 Mars | 138.625 | 13.263 | 9,57 | 930.088 | 32.796 | 3,53 |
| Avril | 146.166 | 12.969 | 8,87 | 907.156 | 29.963 | 3,30 |
| Mai | 138.563 | 11.466 | 8,27 | 881.803 | 27.975 | 3,17 |
| Juin | 129.964 | 11.240 | 8,65 | 1.053.122 | 24.823 | 2,36 |
| Juillet | 116.475 | 10.824 | 9,29 | 703.830 | 22.716 | 3,23 |
| Août | 109.931 | 10.092 | 9,18 | 834.861 | 20.110 | 2,41 |
| Septembre | 109.893 | 9.197 | 8,37 | 862.826 | 17.443 | 2,02 |
| Octobre | 117.788 | 9.064 | 7,70 | 755.251 | 17.384 | 2,30 |
| Novembre | 116.516 | 9.106 | 7,81 | 822.068 | 17.284 | 2,10 |
| Décembre | 122.410 | 9.986 | 8,16 | 893.199 | 20.121 | 2,25 |
| 1933 Janvier | 116.867 | 10.018 | 8,57 | 747.279 | 19.521 | 2,61 |
| Février | 100.575 | 9.974 | 9,92 | 702.829 | 17.814 | 1,77 |
| Mars | 102.297 | 8.661 | 8,47 | 1.175.284 | 17.092 | 1,45 |
| Avril | 106.707 | 8.290 | 7,77 | 714.523 | 15.056 | 2,11 |
| Mai | 103.483 | 7.777 | 7,52 | 639.410 | 14.098 | 2,20 |

Banque Nationale de Belgique

Principaux postes des situations hebdomadaires

(milliers de francs).

| ACTIF | 30-12-1913 | 16-6-1932 | 18-5-1933 | 24-5-1933 | 31-5-1933 | 8-6-1933 | 15-6-1933 |
|---|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Encaisse | | | | | | | |
| Or | (1) 306.377 | 12.758.538 | 13.380.168 | 13.370.079 | 13.356.328 | 13.356.976 | 13.360.023 |
| Traites et disponibilités « or » sur l'étranger | 170.328 | — | — | — | — | — | — |
| Portefeuille effets sur la Belgique et sur l'étranger (*) | 603.712 | 4.481.193 | 3.788.682 | 3.726.280 | 3.707.355 | 3.620.351 | 3.615.166 |
| Avances sur fonds publics | 57.901 | 293.120 | 305.631 | 309.741 | 309.023 | 308.842 | 293.187 |
| Bons et annuités du Trésor Belge (**) | — | 1.440.000 | 1.813.918 | 1.813.918 | 1.813.918 | 1.813.918 | 1.813.918 |
| PASSIF | | | | | | | |
| Billets en circulation | 1.049.762 | 17.994.474 | 17.963.228 | 17.961.914 | 18.189.509 | 18.042.849 | 17.902.116 |
| Comptes courants particuliers | 88.333 | 1.203.896 | 1.577.187 | 1.460.368 | 1.253.601 | 1.275.781 | 1.390.428 |
| Compte courant du Trésor | 14.541 | 139.578 | 204.139 | 253.935 | 199.185 | 237.936 | 248.410 |
| Total des engagements à vue | 1.152.636 | 19.337.948 | 19.744.554 | 19.676.217 | 19.642.295 | 19.556.566 | 19.540.954 |
| Rapport de l'encaisse aux engagements à vue | 41,36 % | 65,98 % | 67,77 % | 67,95 % | 68,— % | 68,30 % | 68,37 % |
| Taux d'escompte de traites acceptées | 5,— % | 3,50 % | 3,50 % | 3,50 % | 3,50 % | 3,50 % | 3,50 % |
| Taux des prêts sur fonds publics | 5,— % | 4,50 % | 4,50 % | 4,50 % | 4,50 % | 4,50 % | 4,50 % |

(1) Y compris 57.351 « Argent, billon et divers ».

(*) A partir du 28-7-32, la rubrique est dénommée « Portefeuille-effets sur la Belgique et valeurs-or sur l'Etranger ».

(**) A partir du 28-7-32, la rubrique est dénommée « Bons, annuités et titres d'obligations du Trésor belge » (Lois du 27-12-30 et du 19-7-32).

Banque du Congo Belge

Principaux postes des situations mensuelles (milliers de francs).

| ACTIF | 31-12-1927 | 31-3-1932 | 30-11-1932 | 31-12-1932 | 31-1-1933 | 28-2-1933 | 31-3-1933 |
|---|------------|-----------|------------|------------|-----------|-----------|-----------|
| Encaisse-or : | | | | | | | |
| Lingots et monnaies d'or | 24.818 | 81.047 | 61.756 | 61.794 | 61.794 | 61.794 | 61.794 |
| Devises-or sur l'étranger | 28.768 | — | — | — | — | — | — |
| Encaisses diverses et avoirs en banque | 78.031 | 263.683 | 393.435 | 508.807 | 391.995 | 362.717 | 429.204 |
| Effets sur la Colonie, la Belgique et l'étranger | 263.880 | 144.155 | 73.494 | 70.717 | 70.917 | 72.017 | 76.327 |
| Comptes courants | 163.234 | 150.782 | 71.571 | 57.074 | 62.904 | 54.261 | 56.476 |
| PASSIF | | | | | | | |
| Billets en circulation | 124.619 | 150.168 | 116.520 | 127.789 | 126.959 | 128.023 | 121.631 |
| Créditeurs : | | | | | | | |
| à vue | 222.030 | 361.044 | 264.487 | 385.853 | 250.431 | 268.715 | 335.064 |
| à terme | 68.465 | 120.647 | 115.645 | 99.030 | 110.663 | 104.220 | 112.194 |
| Rapport de l'encaisse en valeurs-or à la circulation fiduciaire | 42,99 % | 53,97 % | 53,— % | 48,36 % | 48,67 % | 48,27 % | 50,80 % |

TAUX D'ESCOMPTE DES PRINCIPALES BANQUES D'EMISSION

| | depuis le | P. c. | | depuis le | P. c. |
|--|---------------------------|-------|-----------------|------------------------------|-------|
| Allemagne | 22 septembre 1932 | 4 | Hongrie | 18 octobre 1932 | 4,50 |
| Autriche | 24 mars 1933 | 5 | Indes | 16 février 1933 | 3,50 |
| Belgique | 14 janvier 1932 | 3,50 | Italie | 9 janvier 1933 | 4 |
| Bulgarie | 25 mai 1932 | 8 | Japon | 18 août 1932 | 4,38 |
| Danemark | 1 ^{er} juin 1933 | 3 | Lettonie | 1 ^{er} janvier 1933 | 5,50 |
| Dantzig | 5 mai 1933 | 3 | Lithuanie | 6 mai 1932 | 7 |
| Espagne | 29 octobre 1932 | 6 | Norvège | 24 mai 1933 | 3,50 |
| Esthonie | 28 janvier 1932 | 5,50 | Pologne | 21 octobre 1932 | 6 |
| États-Unis (Federal Res. Bank of New-York) | 26 mai 1933 | 2,50 | Portugal | 13 mars 1933 | 6 |
| Finlande | 2 juin 1933 | 5,50 | Roumanie | 5 avril 1933 | 6 |
| France | 10 octobre 1931 | 2,50 | Suède | 1 ^{er} juin 1933 | 3 |
| Grande-Bretagne | 30 juin 1932 | 2 | Suisse | 22 janvier 1931 | 2 |
| Grèce | 6 juin 1933 | 7,50 | Tchécoslovaquie | 25 janvier 1933 | 3,50 |
| Hollande | 12 mai 1933 | 3,50 | Yougoslavie | 20 juillet 1931 | 7,50 |

Banque des Règlements Internationaux, à Bâle

SITUATION

en milliers de francs suisses au pair monétaire.

ACTIF.

PASSIF.

| | Au 30 avril 1933 | | Au 31 mai 1933 | | | Au 30 avril 1933 | | Au 31 mai 1933 | |
|---|---------------------|--------------|-------------------|--------------|--|---------------------|--------------|-------------------|--------------|
| | | % | | % | | | % | | % |
| I. Encaisse : | | | | | I. Capital : | | | | |
| A la banque et en compte courant dans d'autres banques | 8.070 | 1,1 | 6.962 | 1,0 | Capital autorisé et émis : 200.000 actions de 2.500 fr. suisses-or chacune | 500.000 | | 500.000 | |
| II. Fonds à vue placés à intérêts | 23.598 | 3,1 | 43.896 | 6,1 | Actions libérées de 25 p. c. | 125.000 | 16,6 | 125.000 | 17,3 |
| III. Portefeuille réescomptable : | | | | | II. Réserves : | | | | |
| 1° Effets de commerce et acceptations de banque | 234.716 | 31,2 | 238.175 | 33,1 | 1° Fonds de réserve légale | 1.318 | | 2.022 | |
| 2° Bons du Trésor | 237.495 | 31,6 | 167.320 | 23,2 | 2° Fonds de réserve de dividendes | 2.690 | | 3.895 | |
| | 472.211 | | 405.495 | | 3° Fonds de réserve générale | 5.379 | 9,387 | 7.790 | 13,707 |
| | | | | | | | 1,3 | | 1,9 |
| IV. Fonds à terme placés à intérêts : | | | | | III. Dépôts à long terme : | | | | |
| A trois mois au maximum | 95.228 | 12,7 | 110.732 | 15,4 | 1° Compte de Trust des annuités | 153.084 | 20,4 | 152.624 | 21,2 |
| | | | | | 2° Dépôt du gouvernement allemand | 76.542 | 10,2 | 76.312 | 10,6 |
| | | | | | 3° Fonds de garantie du gouvernement français | 60.508 | 8,0 | 56.918 | 7,9 |
| | | | | | | 290.134 | | 285.854 | |
| V. Effets et placements divers : | | | | | IV. Dépôts à court terme et à vue : | | | | |
| 1° A 3 mois d'échéance au maximum : | | | | | 1° Banques centrales pour leur compte : | | | | |
| (a) Bons du Trésor | 20.244 | 2,7 | 35.573 | 4,9 | a) A trois mois au maximum | 164.283 | 21,8 | 139.599 | 19,4 |
| (b) Placements divers | 71.724 | 9,5 | 47.777 | 6,6 | b) A vue | 103.462 | 13,8 | 95.528 | 13,3 |
| 2° De 3 à 6 mois d'échéance : | | | | | | 267.745 | | 235.127 | |
| (a) Bons du Trésor | 23.816 | 3,2 | 8.300 | 1,1 | 2° Banques centrales pour le compte d'autres déposants : | | | | |
| (b) Placements divers | 35.779 | 4,7 | 59.540 | 8,3 | A vue | 10.050 | 1,3 | 10.189 | 1,4 |
| 3° A plus de 6 mois d'échéance | 601 | 0,1 | 595 | 0,1 | 3° Autres déposants | | | | |
| | 152.164 | | 151.785 | | a) A trois mois au maximum | 3.330 | 0,4 | — | — |
| | | | | | b) A vue | 3.271 | 0,4 | 6.567 | 0,9 |
| | | | | | | 6.601 | | | |
| VI. Autres actifs | 1.015 | 0,1 | 1.696 | 0,2 | V. Bénéfices à répartir : | | | | |
| | | | | | le 1 ^{er} juillet 1933. | | | | |
| | | | | | 1° Dividende payable aux actionnaires, au taux de 6 % par an | — | — | 7.335 | |
| | | | | | 2° Participation des déposants à long terme d'après l'article 53(e) des statuts | — | — | 2.410 | 9.745 |
| | | | | | | | | | 1,3 |
| | | | | | VI. Postes divers | 43.369 | 5,8 | 34.377 | 4,8 |
| TOTAUX | 752.286 | 100,0 | 720.566 | 100,0 | TOTAUX | 752.286 | 100,0 | 720.566 | 100,0 |

Banque de France

Situations hebdomadaires (milliers de francs).

| DATES | Encaisse or (Monnaies et lingots) | Disponi- bilités à vue à l'étranger | Portefeuille commercial et d'effets publics | | | Avances sur titres | Billets en porteur en circulation | Comptes courants créditeurs | Rapport de l'encaisse-or à l'ensemble des engagements à vue % |
|------------------------|---|---|---|-------------------|----------------------------------|--------------------------|---|-----------------------------------|--|
| | | | Effets de commerce escomptés | | Effets négociables achetés | | | | |
| | | | Sur la France | Sur l'étranger | | | | | |
| 1931 Moyenne annuelle. | 58.966.286 | 10.126.770 | 6.093.766 | 680.881 | 15.498.618 | 2.839.333 | 79.208.511 | 25.572.205 | 56,28 |
| 1932 Moyenne annuelle. | 79.622.641 | 4.521.359 | 3.648.298 | 296.897 | 4.358.414 | 2.739.843 | 82.125.566 | 26.584.962 | 73,26 |
| 1932 Avril | 76.909.171 | 4.230.399 | 3.974.860 | 225.765 | 7.974.526 | 2.807.043 | 82.523.540 | 27.101.904 | 70,16 |
| Mai | 78.339.832 | 4.594.342 | 3.411.537 | 267.522 | 6.513.256 | 2.842.574 | 82.382.036 | 27.163.456 | 71,51 |
| Juin | 80.170.598 | 5.413.875 | 3.304.209 | 267.405 | 3.792.609 | 2.799.272 | 82.406.094 | 26.718.879 | 73,47 |
| Juillet | 82.471.684 | 4.524.920 | 3.137.656 | 262.778 | 1.522.233 | 2.790.654 | 81.931.993 | 26.159.649 | 76,30 |
| Août | 82.178.945 | 3.365.190 | 2.921.627 | 263.447 | 1.916.139 | 2.823.307 | 81.597.551 | 25.441.033 | 76,77 |
| Septembre | 82.400.237 | 2.979.524 | 3.668.353 | 260.340 | 2.099.321 | 2.804.895 | 80.680.750 | 27.093.766 | 76,46 |
| Octobre | 82.644.358 | 2.899.894 | 2.660.601 | 261.951 | 1.968.707 | 2.780.388 | 81.778.293 | 24.894.313 | 77,47 |
| Novembre | 83.035.820 | 2.985.660 | 2.635.701 | 262.433 | 1.875.682 | 2.678.135 | 83.021.910 | 24.293.107 | 77,38 |
| Décembre | 83.343.870 | 3.155.091 | 2.653.133 | 260.832 | 1.410.484 | 2.551.558 | 82.482.068 | 24.458.618 | 77,93 |
| 1933 Janvier | 82.759.917 | 2.942.769 | 2.556.525 | 262.181 | 1.280.162 | 2.613.652 | 84.406.094 | 21.905.592 | 77,85 |
| Février | 81.893.917 | 2.930.765 | 2.514.996 | 262.511 | 1.278.951 | 2.623.779 | 84.561.690 | 20.670.257 | 77,82 |
| Mars | 81.111.281 | 2.454.341 | 2.875.758 | 261.578 | 1.833.967 | 2.661.848 | 85.477.042 | 19.411.094 | 77,33 |
| Avril | 80.412.053 | 2.353.309 | 3.188.853 | 249.899 | 2.050.963 | 2.708.737 | 85.359.989 | 18.986.652 | 77,06 |
| Mai | 80.907.103 | 2.463.469 | 2.915.691 | 251.991 | 1.162.203 | 2.705.062 | 84.798.085 | 18.938.826 | 77,99 |
| Juin | 81.105.942 | 2.534.090 | 2.785.289 | 240.347 | 1.448.470 | 2.708.698 | 83.780.762 | 20.047.099 | 78,12 |

Taux d'escompte } actuel : 2 ½ %, depuis le 10 octobre 1931.
 } précédent : 2 %, depuis le 3 janvier 1931.

Nederlandsche Bank

Situations hebdomadaires (milliers de florins).

| DATES | Encaisse métallique | Portefeuille-effets | | Avances sur nantisse- ments | Compte du Trésor (débit) | Billets en circulation | Comptes courants créditeurs (particuliers et Trésor) | Assignations de banque | Rapport de l'encaisse métallique aux engagements à vue % |
|------------------------|------------------------|---------------------|-------------------|--------------------------------------|--------------------------------|------------------------------|--|------------------------------|---|
| | | sur la Hollande | sur l'étranger | | | | | | |
| 1931 Moyenne annuelle. | 626.667 | 66.667 | 193.361 | 100.324 | 1.134 | 916.972 | 103.561 | 309 | 61,39 |
| 1932 Moyenne annuelle. | 988.356 | 51.682 | 78.072 | 90.853 | 455 | 989.702 | 235.804 | 181 | 80,64 |
| 1932 Avril | 910.397 | 58.828 | 84.410 | 96.678 | — | 996.022 | 163.588 | 99 | 78,50 |
| Mai | 947.976 | 52.699 | 88.572 | 101.804 | — | 1.013.574 | 181.606 | 144 | 79,31 |
| Juin | 989.175 | 49.096 | 88.572 | 96.308 | — | 1.005.293 | 221.650 | 180 | 80,61 |
| Juillet | 1.017.010 | 47.049 | 68.653 | 101.729 | — | 1.017.006 | 241.221 | 295 | 80,81 |
| Août | 1.039.685 | 44.480 | 71.336 | 85.228 | 4.899 | 995.654 | 270.888 | 231 | 82,07 |
| Septembre | 1.051.267 | 40.588 | 71.336 | 81.681 | — | 1.002.766 | 263.264 | 46 | 83,03 |
| Octobre | 1.052.722 | 41.871 | 71.336 | 74.982 | — | 990.835 | 270.071 | 74 | 83,48 |
| Novembre | 1.053.566 | 37.852 | 71.336 | 74.089 | — | 984.285 | 272.770 | 22 | 83,81 |
| Décembre | 1.053.683 | 40.413 | 71.321 | 74.870 | — | 981.448 | 278.928 | 29 | 83,60 |
| 1933 Janvier | 1.057.320 | 39.016 | 71.321 | 72.527 | — | 964.883 | 294.944 | 184 | 83,91 |
| Février | 1.053.064 | 34.725 | 73.425 | 71.201 | — | 951.138 | 300.982 | 23 | 84,10 |
| Mars | 1.034.299 | 32.911 | 73.427 | 73.924 | 2.113 | 973.543 | 259.248 | 110 | 83,89 |
| Avril | 977.856 | 37.511 | 73.215 | 71.710 | — | 971.637 | 204.218 | 210 | 83,15 |
| Mai | 880.840 | 39.875 | 73.376 | 87.224 | 9.358 | 973.239 | 132.978 | 49 | 79,62 |
| Juin | 857.356 | 49.123 | 73.289 | 76.518 | — | 958.950 | 113.820 | 211 | 79,90 |

Taux d'escompte } actuel : 3 ½ %, depuis le 12 mai 1933.
 } précédent : 2 ½ %, depuis le 19 avril 1932.

Banque d'Angleterre

Situations hebdomadaires (milliers de £).

| DATES | Encaisse métallique | | Placements du « Banking Department » | | | | Billets en circulation | Dépôts | Rapport de l'encaisse du Banking Department au solde des dépôts (prop. of reserv. to liabilities) % |
|------------------------|------------------------|--|--------------------------------------|----------------------|----------------|----------|------------------------|---------|---|
| | Or (Issue Département) | Monnaies d'or et d'argent (Banking Department) | Valeurs garanties par l'État | Escomptes et avances | Autres valeurs | Ensemble | | | |
| 1931 Moyenne annuelle. | 139.882 | 1.015 | 46.125 | 11.476 | 27.727 | 85.323 | 355.091 | 119.383 | 43,6 |
| 1932 Moyenne annuelle. | 130.390 | 783 | 64.043 | 12.842 | 28.190 | 103.075 | 359.495 | 131.783 | 35,4 |
| 1932 Avril 7 | 120.807 | 630 | 51.111 | 12.164 | 40.910 | 104.185 | 359.791 | 123.180 | 29,7 |
| Mai 5 | 120.816 | 644 | 69.076 | 11.585 | 19.228 | 99.889 | 356.580 | 122.027 | 32,6 |
| Juin 9 | 131.721 | 741 | 74.260 | 12.612 | 25.622 | 112.494 | 357.238 | 144.897 | 34,6 |
| Juillet 7 | 136.144 | 821 | 67.627 | 14.991 | 26.247 | 108.865 | 366.679 | 136.112 | 33,2 |
| Août 4 | 138.563 | 836 | 75.979 | 14.314 | 20.917 | 111.210 | 374.728 | 132.747 | 29,8 |
| Septembre 7 | 139.031 | 926 | 69.933 | 12.274 | 18.611 | 100.818 | 365.122 | 132.423 | 37,6 |
| Octobre 6 | 139.422 | 979 | 67.708 | 11.676 | 17.387 | 96.771 | 362.521 | 132.013 | 40,0 |
| Novembre 10 | 139.422 | 1.021 | 68.053 | 11.799 | 17.787 | 97.639 | 361.210 | 134.146 | 40,4 |
| Décembre 7 | 139.422 | 967 | 85.844 | 11.807 | 17.725 | 115.376 | 365.662 | 147.229 | 33,7 |
| 1933 Janvier 4 | 119.792 | 774 | 102.082 | 45.990 | 17.862 | 165.934 | 362.599 | 180.872 | 18,2 |
| Février 8 | 127.207 | 727 | 90.308 | 12.147 | 17.125 | 119.580 | 357.380 | 146.971 | 30,9 |
| Mars 8 | 159.954 | 747 | 78.705 | 11.761 | 17.483 | 107.949 | 363.327 | 162.090 | 44,6 |
| Avril 5 | 176.533 | 828 | 82.980 | 11.649 | 15.517 | 110.146 | 371.670 | 158.182 | 41,5 |
| Mai 10 | 185.988 | 921 | 62.216 | 11.613 | 11.266 | 85.115 | 372.510 | 141.747 | 52,4 |
| Juin 7 | 186.649 | 1.089 | 76.289 | 11.073 | 10.758 | 98.120 | 378.463 | 149.570 | 46,3 |

Taux d'escompte { actuel : 2 %, depuis le 30 juin 1932.
précédent : 2,50 %, depuis le 12 mai 1932.

Reichsbank (Allemagne)

Situations hebdomadaires (milliers de Rm.).

| DATES | Encaisse or | Devises admises dans la couverture des billets | Monnaies divi-sionnaires | Portefeuille-effets | Avances sur nantisse-ments | Bons du Trésor escomptés | Billets en circulation | Divers engagements à vue | Rapport de l'or et des devises à l'ensemble des engagements à vue % |
|------------------------|-------------|--|--------------------------|---------------------|----------------------------|--------------------------|------------------------|--------------------------|---|
| | | | | | | | | | |
| 1931 Moyenne annuelle. | 1.711.071 | 203.283 | 138.225 | 2.609.395 | 172.355 | 38.099 | 4.228.484 | 425.627 | 41,13 |
| 1932 Moyenne annuelle. | 838.704 | 135.280 | 212.456 | 3.013.194 | 144.416 | 19.196 | 3.843.848 | 389.178 | 23,01 |
| 1932 Avril 7 | 878.742 | 141.708 | 175.964 | 3.172.694 | 100.415 | 3.680 | 4.085.675 | 370.263 | 22,90 |
| Mai 7 | 851.110 | 133.254 | 197.797 | 3.145.676 | 110.974 | 10.040 | 3.990.865 | 362.836 | 22,61 |
| Juin 7 | 848.421 | 138.163 | 236.412 | 3.031.413 | 129.239 | 6.280 | 3.889.407 | 367.522 | 23,23 |
| Juillet 7 | 806.137 | 138.871 | 214.733 | 3.152.000 | 103.831 | 1.510 | 3.876.601 | 401.713 | 22,09 |
| Août 6 | 762.961 | 131.394 | 208.592 | 3.043.946 | 106.160 | 27.120 | 3.822.084 | 333.919 | 21,52 |
| Septembre 7 | 768.436 | 157.181 | 206.898 | 2.951.956 | 103.502 | 14.540 | 3.688.799 | 388.510 | 22,70 |
| Octobre 7 | 796.368 | 134.803 | 169.731 | 2.909.580 | 101.504 | 38.460 | 3.618.318 | 412.239 | 23,10 |
| Novembre 7 | 817.283 | 121.826 | 185.685 | 2.783.423 | 99.141 | 11.470 | 3.502.238 | 366.211 | 24,28 |
| Décembre 7 | 804.069 | 113.931 | 203.052 | 2.688.113 | 101.124 | 29.100 | 3.438.962 | 362.708 | 24,21 |
| 1933 Janvier 7 | 805.232 | 116.125 | 241.404 | 2.524.262 | 71.950 | 10.760 | 3.373.981 | 338.495 | 24,79 |
| Février 7 | 822.288 | 97.907 | 260.163 | 2.392.827 | 79.396 | 18.010 | 3.242.218 | 315.557 | 25,86 |
| Mars 7 | 749.657 | 100.633 | 218.293 | 2.565.886 | 85.813 | 36.550 | 3.293.275 | 336.200 | 23,43 |
| Avril 7 | 645.761 | 109.640 | 200.226 | 2.831.117 | 72.719 | 28.210 | 3.432.508 | 321.877 | 20,12 |
| Mai 8 | 400.799 | 99.395 | 221.006 | 3.065.475 | 71.770 | 14.700 | 3.409.869 | 359.909 | 13,27 |
| Juin 7 | 351.241 | 84.408 | 238.658 | 3.059.310 | 74.435 | 65.020 | 3.372.600 | 375.568 | 11,62 |

Taux d'escompte { actuel : 4 %, depuis le 22 septembre 1932.
précédent : 5 %, depuis le 28 avril 1932.

Banque Nationale Suisse

Situations hebdomadaires (milliers de fr. s.).

| DATES | Encaisse or | Disponi- bilité « or » à l'étranger | Portefeuille effets sur la Suisse | Avances sur nantisse- ments | Correspon- dants | Billets en circulation | Autres engagements à vue | Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue, en % |
|-----------------------|----------------|---|---|--------------------------------------|---------------------|------------------------------|--------------------------------|---|
| 1931 Moyenne annuelle | 1.173.709 | 330.366 | 41.147 | 46.465 | 26.237 | 1.147.761 | 514.042 | 90,51 |
| 1932 Moyenne annuelle | 2.544.266 | 78.656 | 22.769 | 46.190 | 9.742 | 1.511.938 | 1.185.897 | 97,22 |
| 1932 Avril | 2.438.611 | 110.123 | 53.207 | 46.546 | 9.211 | 1.490.071 | 1.160.390 | 96,16 |
| Mai | 2.459.313 | 96.860 | 47.755 | 41.625 | 10.470 | 1.507.412 | 1.142.945 | 96,45 |
| Juin | 2.584.893 | 70.527 | 19.852 | 44.021 | 8.853 | 1.511.535 | 1.208.558 | 97,62 |
| Juillet | 2.606.786 | 71.269 | 16.410 | 46.067 | 8.779 | 1.650.134 | 1.188.257 | 97,80 |
| Août | 2.637.286 | 58.190 | 14.800 | 44.057 | 9.272 | 1.643.326 | 1.213.081 | 97,79 |
| Septembre | 2.637.508 | 65.303 | 13.979 | 41.452 | 7.836 | 1.535.372 | 1.224.455 | 97,03 |
| Octobre | 2.637.502 | 56.001 | 14.019 | 43.205 | 7.025 | 1.539.863 | 1.208.942 | 97,99 |
| Novembre | 2.637.509 | 43.977 | 14.177 | 50.234 | 6.629 | 1.525.151 | 1.223.726 | 97,55 |
| Décembre | 2.552.751 | 37.080 | 15.971 | 42.917 | 7.837 | 1.515.978 | 1.142.109 | 97,43 |
| 1933 Janvier | 2.471.190 | 85.781 | 18.392 | 44.588 | 12.040 | 1.536.929 | 1.099.981 | 96,97 |
| Février | 2.517.726 | 43.192 | 15.622 | 37.653 | 12.203 | 1.467.065 | 1.170.372 | 97,10 |
| Mars | 2.566.109 | 12.121 | 12.613 | 38.940 | 11.913 | 1.503.307 | 1.138.295 | 97,60 |
| Avril | 2.533.723 | 5.020 | 11.019 | 40.052 | 12.534 | 1.544.985 | 1.057.197 | 97,56 |
| Mai | 2.332.075 | 930 | 11.809 | 43.766 | 11.307 | 1.524.546 | 886.637 | 96,76 |
| Juin | 2.024.378 | 3.089 | 13.370 | 46.924 | 11.678 | 1.477.662 | 644.021 | 95,56 |

Taux d'escompte { actuel : 2 %, depuis le 22 janvier 1931.
précédent : 2 ½ %, depuis le 10 juillet 1930.

Banque de Pologne

Situations hebdomadaires (milliers de zloty).

| DATES | Encaisse or | Avoirs à l'étranger, devises et monnaies étrangères | Avoirs à l'étranger, devises et monnaies étrangères ne servant pas de couverture | Portefeuille effets | Avances sur titres | Billets en circulation | Exigibilités à vue (y compris le compte courant du Trésor) | Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue, en % |
|-----------------------|----------------|---|---|------------------------|--------------------------|------------------------------|--|--|
| 1931 Moyenne annuelle | 572.881 | 182.575 | 121.833 | 598.399 | 91.101 | 1.195.097 | 242.042 | 52,57 |
| 1932 Moyenne annuelle | 530.281 | 48.559 | 111.102 | 624.677 | 115.249 | 1.064.475 | 187.126 | 46,25 |
| 1932 Avril | 573.564 | 67.392 | 116.112 | 629.490 | 115.014 | 1.100.705 | 197.865 | 49,36 |
| Mai | 544.228 | 71.979 | 117.602 | 614.342 | 115.870 | 1.104.259 | 169.380 | 48,38 |
| Juin | 524.031 | 45.245 | 112.780 | 636.209 | 114.731 | 1.076.628 | 152.242 | 46,33 |
| Juillet | 479.371 | 48.325 | 109.305 | 663.949 | 124.201 | 1.083.912 | 169.078 | 42,11 |
| Août | 475.615 | 45.225 | 101.635 | 659.095 | 121.674 | 1.068.325 | 163.304 | 42,29 |
| Septembre | 479.200 | 47.201 | 106.667 | 636.833 | 116.074 | 1.049.123 | 170.787 | 43,15 |
| Octobre | 491.129 | 35.640 | 108.209 | 591.959 | 116.340 | 1.025.606 | 168.157 | 44,13 |
| Novembre | 496.434 | 36.565 | 104.650 | 584.653 | 99.305 | 1.003.768 | 182.550 | 44,93 |
| Décembre | 500.925 | 35.784 | 101.876 | 549.687 | 95.673 | 984.662 | 189.502 | 45,71 |
| 1933 Janvier | 502.306 | 40.870 | 86.050 | 549.260 | 102.649 | 967.183 | 213.095 | 46,02 |
| Février | 512.166 | 27.048 | 75.189 | 522.766 | 100.755 | 978.504 | 173.357 | 46,81 |
| Mars | 513.482 | 24.061 | 62.027 | 540.517 | 100.926 | 1.005.686 | 146.697 | 46,65 |
| Avril | 490.718 | 98.788* | — | 596.286 | 103.293 | 1.017.966 | 148.389 | 46,20 |
| Mai | 482.039 | 73.220 | — | 617.385 | 101.734 | 1.015.514 | 161.466 | 47,18 |
| Juin | 472.369 | 87.482 | — | 624.134 | 102.702 | 999.352 | 145.428 | 48,90 |

Taux d'escompte { actuel : 6 %, depuis le 21 octobre 1932.
précédent : 7,50 %, depuis le 3 octobre 1930.

(*) Depuis le 31 mars 1933, la Banque de Pologne ne fait plus de distinction entre les devises étrangères servant de couverture et celles ne servant pas de couverture.

Federal Reserve Banks

Situations hebdomadaires (milliers de \$).

| DATES | Réserve « or » | Autres réserves | Effets escomptés | Effets achetés sur le marché libre | Fonds publics nationaux | Billets en circulation (Federal Reserve Notes) | Dépôts (Banques associées, Trésor et particuliers) | Rapports du total des réserves aux engagements à vue % |
|-----------------------------|-------------------|--------------------|---------------------|--|-------------------------------|---|---|--|
| 1931 Moyenne annuelle | 3.159.905 | 170.572 | 327.012 | 239.908 | 669.553 | 1.851.113 | 2.464.782 | 77,2 |
| 1932 Moyenne annuelle | 2.890.890 | 199.490 | 514.008 | 68.577 | 1.468.289 | 2.684.714 | 2.220.623 | 83,0 |
| 1932 Avril | 3.032.202 | 212.544 | 635.274 | 57.946 | 885.014 | 2.561.573 | 2.020.161 | 70,8 |
| Mai | 2.992.421 | 210.825 | 505.801 | 44.522 | 1.286.881 | 2.561.646 | 2.237.102 | 66,8 |
| Juin | 2.626.961 | 203.339 | 501.911 | 35.717 | 1.644.567 | 2.557.119 | 2.270.202 | 59,4 |
| Juillet | 2.578.450 | 189.359 | 499.826 | 77.353 | 1.801.065 | 2.868.163 | 2.044.992 | 56,3 |
| Août | 2.680.426 | 200.706 | 451.938 | 38.720 | 1.851.011 | 2.843.605 | 2.134.685 | 57,9 |
| Septembre | 2.794.573 | 196.428 | 420.428 | 33.585 | 1.850.923 | 2.831.749 | 2.220.156 | 59,2 |
| Octobre | 2.912.528 | 196.940 | 333.427 | 33.266 | 1.851.318 | 2.744.868 | 2.344.989 | 61,1 |
| Novembre | 3.009.645 | 185.967 | 310.953 | 34.002 | 1.850.697 | 2.715.299 | 2.404.458 | 62,4 |
| Décembre | 3.078.063 | 185.054 | 298.618 | 33.717 | 1.850.677 | 2.723.666 | 2.466.816 | 62,9 |
| 1933 Janvier | 3.173.356 | 179.928 | 251.102 | 32.617 | 1.850.910 | 2.737.656 | 2.587.376 | 63,0 |
| Février | 3.247.124 | 195.227 | 262.640 | 31.338 | 1.783.912 | 2.773.192 | 2.499.670 | 65,3 |
| Mars | 2.683.539 | 125.432 | 1.413.936 | 417.269 | 1.880.794 | 4.215.006 | (1)1.951.222 | 45,6 |
| Avril | 3.278.837 | 209.685 | 436.177 | 285.973 | 1.837.368 | 3.644.137 | 2.196.055 | 59,7 |
| Mai | 3.435.570 | 218.764 | 400.102 | 144.152 | 1.837.278 | 3.395.369 | 2.360.101 | 63,5 |
| Juin (2)..... | 3.521.980 | | 288.080 | | 1.911.600 | 3.163.690 | 2.432.610 | 68,1 |

Taux d'escompte de la Federal Reserve Bank of New-York { actuel : 2,50 %, depuis le 26 mai 1933.
précédent : 3 %, depuis le 7 avril 1933.

(1) A partir du 8 mars 1933, ce poste comprend les « Special deposits » (member banks et nonmember banks).
(2) Chiffres provisoires.

Banque d'Italie

Situations hebdomadaires (milliers de Lit.).

| DATES | Encaisse or | Devises et avoirs à l'étranger admis dans la couverture des billets | Effets sur l'Italie | Avances sur nantisssem. | Comptes courants débiteurs | Billets en circulation | Assignations sur la Banque | Comptes courants productifs et compte courant du Trésor | Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue % |
|------------------------|-------------|---|---------------------------|-------------------------------|----------------------------------|------------------------------|----------------------------------|---|---|
| 1931 Moyenne annuelle. | 5.398.642 | 3.506.250 | 3.375.455 | 1.204.185 | 178.865 | 14.679.170 | 378.928 | 1.758.307 | 52,95 |
| 1932 Moyenne annuelle. | 5.705.706 | 1.506.556 | 4.664.442 | 1.117.929 | 122.211 | 13.460.319 | 372.512 | 1.366.760 | 47,45 |
| 1932 Mars.....10 | 5.626.359 | 1.656.956 | 4.633.031 | 970.457 | 81.420 | 13.835.697 | 347.551 | 1.445.596 | 46,60 |
| Avril.....10 | 5.628.576 | 1.509.668 | 4.654.819 | 958.805 | 89.938 | 13.622.104 | 346.102 | 1.387.853 | 46,48 |
| Mai.....10 | 5.631.297 | 1.487.277 | 4.709.154 | 1.062.436 | 105.550 | 13.230.060 | 340.588 | 1.331.038 | 47,77 |
| Juin.....10 | 5.655.764 | 1.432.881 | 4.660.807 | 1.313.803 | 242.854 | 12.916.643 | 327.769 | 1.212.653 | 49,03 |
| Juillet.....10 | 5.676.359 | 1.398.422 | 4.908.377 | 1.140.110 | 87.318 | 13.255.563 | 377.062 | 1.377.628 | 47,13 |
| Août.....10 | 5.714.988 | 1.388.450 | 4.753.691 | 893.787 | 95.029 | 13.420.373 | 353.808 | 1.382.301 | 46,87 |
| Septembre.....10 | 5.768.908 | 1.395.783 | 4.634.559 | 1.098.947 | 95.567 | 13.348.998 | 282.597 | 1.307.397 | 47,96 |
| Octobre.....10 | 5.796.121 | 1.402.326 | 4.766.597 | 1.193.967 | 126.378 | 13.760.846 | 337.184 | 1.090.814 | 47,39 |
| Novembre.....10 | 5.814.633 | 1.407.848 | 4.985.069 | 1.350.208 | 110.623 | 13.578.786 | 307.410 | 966.461 | 48,63 |
| Décembre.....10 | 5.829.896 | 1.351.880 | 4.872.761 | 1.081.426 | 91.133 | 13.422.771 | 324.000 | 1.059.428 | 48,61 |
| 1933 Janvier.....10 | 5.843.355 | 1.305.729 | 5.178.966 | 732.712 | 71.628 | 13.580.792 | 404.122 | 1.309.918 | 46,74 |
| Février.....10 | 5.865.163 | 1.303.604 | 4.992.018 | 485.038 | 55.972 | 13.350.709 | 279.365 | 1.706.600 | 46,74 |
| Mars.....10 | 6.225.386 | 912.345 | 5.013.468 | 686.098 | 58.314 | 12.913.599 | 305.515 | 1.333.951 | 49,05 |
| Avril.....10 | 6.313.601 | 799.694 | 4.843.955 | 579.445 | 69.488 | 13.019.255 | 305.959 | 1.193.951 | 49,20 |
| Mai.....10 | 6.528.244 | 534.718 | 4.743.623 | 699.086 | 64.119 | 12.860.298 | 280.121 | 1.259.534 | 49,05 |

Taux d'escompte { actuel : 4 %, depuis le 9 janvier 1933.
précédent : 5 %, depuis le 2 mai 1932.

Anc. Et. d'Imp. Th. DEWARICHET
J. M., G. et L. Dewarichet, frères et
sœurs, soc. en nom coll., 16, rue du
Bois-Sauvage, Bruxelles. Tél. 17.88.12
